

Annuaire suisse de politique de développement

| 2007 |

Faits et statistiques



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

| Vol. 26 N° 1 |

Table des matières

Introduction :

Dans un monde en mutation, quel positionnement pour la coopération au développement ? XIII

1^{re} partie: Faits

1. Politique extérieure

- 1.1. La Suisse et l'ONU 3
 - 1.1.1. Processus de réforme de l'ONU
 - 1.1.2. Politique suisse d'accueil d'organisations et de conférences internationales
 - 1.1.3. Candidatures suisses à des postes électifs au sein du système des Nations unies
 - 1.1.4. La Suisse et l'ONU : bilan 2005 et priorités 2006-2007
- 1.2. « Rapport Europe 2006 » 7
- 1.3. Autres sujets de la politique extérieure suisse 8
 - 1.3.1. Conférence annuelle des ambassadeurs (Berne, 21-24 août 2006)
 - 1.3.2. Politique extérieure suisse concernant les pays en développement

2. Coopération avec les pays en développement

- 2.1. Comité d'aide au développement de l'OCDE 11
 - 2.1.1. Promouvoir de bonnes pratiques institutionnelles pour une meilleure cohérence des politiques
 - 2.1.2. Centre de développement de l'OCDE
- 2.2. Volume de l'aide publique au développement des pays du CAD et de la Suisse 14
 - 2.2.1. Augmentation récente de l'APD des pays du CAD
 - 2.2.2. Nouvelle classification des pays bénéficiaires de l'APD et historique
 - 2.2.3. Volume de l'APD versée par la Suisse et évolution récente
 - 2.2.4. Vue d'ensemble de l'aide publique et privée au développement fournie par la Suisse
- 2.3. Politique suisse de coopération au développement 21
 - 2.3.1. Vue d'ensemble des crédits-cadres pour la coopération au développement
 - 2.3.2. Rapport de la Commission de gestion du Conseil des Etats sur la conduite stratégique des activités de la DDC
 - 2.3.3. L'aide au continent africain
 - 2.3.4. L'aide budgétaire
 - 2.3.5. Document stratégique pour la lutte contre la corruption
 - 2.3.6. Thématiques annuelles la DDC : « Jeunesse et développement » et « Année des déserts »
 - 2.3.7. Conférence annuelle de la coopération au développement
- 2.4. Coopération bilatérale de la DDC en faveur des pays du Sud 29
 - 2.4.1. Pays et régions prioritaires
 - 2.4.2. Répartition géographique de l'aide bilatérale versée par la DDC

2.4.3. Domaines prioritaires de l'action de la DDC	
2.5. Mesures de politique économique et commerciale du SECO	30
2.6. Coopération multilatérale	31
<hr/>	
3. Coopération avec les pays d'Europe de l'Est et de la CEI	
<hr/>	
3.1. Nouvelle Loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est	35
3.1.1. Le référendum et les campagnes liées à la votation populaire	
3.2. Contribution de la Suisse à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie	37
3.2.1. Mémoire d'entente avec l'UE sur la contribution de la Suisse	
3.2.2. Débats au Parlement: la question du financement de la contribution suisse	
3.2.3. Prochaines étapes de la contribution à l'élargissement	
3.3. Aide à la transition des pays d'Europe de l'Est et de la CEI	39
3.3.1. Les secteurs et les pays d'intervention de la DDC et du SECO	
3.3.2. Conséquences de la contribution à l'élargissement sur l'aide traditionnelle	
<hr/>	
4. Aide humanitaire	
<hr/>	
4.1. Nouveau crédit-cadre pour l'aide humanitaire 2007-2011	43
4.1.1. Les défis de l'aide humanitaire	
4.1.2. Champs d'activité de l'aide humanitaire internationale de la Confédération	
4.1.3. Relations de la DDC avec d'autres offices de la Confédération	
4.1.4. Utilisation des moyens pour la période 2001-2005	
4.1.5. Allocation des moyens du nouveau crédit-cadre de l'aide humanitaire	
4.2. Principaux chiffres de l'aide humanitaire de la Suisse en 2005	48
4.2.1. Vue d'ensemble de l'aide humanitaire suisse en 2005 et de ses principaux partenaires	
4.2.2. Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2005	
4.3. Principales actions d'aide humanitaire en 2005 et 2006	51
4.3.1. Reconstruction suite au tsunami (dès janvier 2005)	
4.3.2. Crise humanitaire au Darfour (Soudan)	
4.3.3. Séisme au Pakistan et dans la région du Cachemire (octobre 2005)	
4.3.4. Séisme à Java (mai 2006)	
4.3.5. Conflit armé au Liban (été 2006)	
4.4. Activités de quelques acteurs de l'aide humanitaire	54
4.4.1. Journée annuelle de l'aide humanitaire 2006	
4.4.2. Les 60 ans de la Chaîne du bonheur	
4.4.3. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	
<hr/>	
5. Politique économique extérieure	
<hr/>	
5.1. Orientations de la politique économique extérieure	57
5.1.1. Rapport sur la politique économique extérieure 2006	
5.1.2. Promotion des exportations et des importations	
5.2. Accords économiques bilatéraux	59
5.2.1. Stratégie suisse en matière d'accords de libre-échange	

5.2.2. Accords de libre-échange	
5.2.3. Les pays en développement face aux accords de libre-échange	
5.2.4. Conventions de protection des investissements	
5.3. Garantie contre les risques à l'exportation (GRE)	64
5.3.1. La GRE en chiffres	
5.3.2. Création de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE)	
5.4. Contrôle des exportations et sanctions	67
5.4.1. Exportations de matériel de guerre	
5.4.2. Exportations de biens à double usage	
5.4.3. Politique de sanctions	
5.5. Révision de la Loi sur les brevets d'invention	69
<hr/>	
6. Commerce mondial	
<hr/>	
6.1. Evolution des relations commerciales	71
6.1.1. Commerce mondial des marchandises par région	
6.1.2. Commerce des textiles et des vêtements	
6.2. Organisation mondiale du commerce (OMC)	74
6.2.1. Etat des négociations	
6.2.2. Les négociations en détail	
6.2.3. Débats en cours liés au développement	
6.2.4. Les perspectives	
6.3. Révision des préférences tarifaires	87
6.3.1. Les préférences tarifaires	
6.3.2. Révision de l'ordonnance	
<hr/>	
7. Relations financières internationales	
<hr/>	
7.1. Flux financiers vers les pays en développement et en transition	91
7.1.1. Vue d'ensemble	
7.1.2. Financement public du développement	
7.1.3. Flux financiers privés	
7.1.4. Transferts effectués par des migrants	
7.1.5. Flux financiers Sud-Sud	
7.1.6. Pays en développement exportateurs de capitaux	
7.1.7. Mécanismes de financement innovants	
7.2. Endettement extérieur	101
7.2.1. Tendances	
7.2.2. Initiative de désendettement à l'égard des institutions multilatérales	
7.2.3. Réaménagement de dettes publiques	
7.3. Institutions financières internationales	106
7.3.1. La Suisse et les institutions de Bretton Woods (IBW)	
7.3.2. La Suisse au sein des banques régionales de développement	

8. Place financière suisse	
8.1. Place financière suisse et fuite des capitaux	115
8.1.1. Accord avec l'Union européenne sur la fiscalité de l'épargne	
8.2. Lutte contre le blanchiment	117
8.2.1. Activités du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)	
8.2.2. Lutte contre le blanchiment – Suisse	
8.2.3. Activités du Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS)	
8.2.4. Un seul organisme de surveillance: l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)	
8.3. Lutte contre la criminalité transnationale organisée	123
8.3.1. Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée	
8.3.2. Lutte contre la criminalité organisée en Suisse	
8.4. Lutte contre la corruption et entraide judiciaire internationale	125
8.4.1. Lutte contre la corruption	
8.4.2. Cas de procédures d'entraide judiciaire internationale en cours (argent de la corruption et argent des potentats)	
9. Développement humain et droits de l'homme	
9.1. Lutte contre le VIH/sida	133
9.1.1. Rencontre de haut niveau aux Nations unies	
9.1.2. 10 ^e anniversaire de l'ONUSIDA	
9.1.3. 16 ^e Conférence internationale sur le sida, Toronto	
9.2. Organisation mondiale de la santé (OMS)	135
9.2.1. 59 ^e Session de l'Assemblée mondiale de la santé	
9.2.2. Rapport de la Commission sur les droits de la propriété intellectuelle, l'innovation et la santé publique	
9.3. Conférence internationale du travail – OIT	137
9.3.1. Application des normes du travail	
9.3.2. Nouvelle Convention sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail	
9.3.3. La relation de travail	
9.3.4. Le cas du Myanmar	
9.4. Le Conseil des droits de l'homme	139
9.4.1. 1 ^{re} Session du Conseil des droits de l'homme	
9.4.2. 2 ^e Session du Conseil des droits de l'homme	
9.4.3. 3 ^e Session du Conseil des droits de l'homme	
9.4.4. Sessions extraordinaire du Conseil des droits de l'homme	
9.4.5. Premières réactions	
9.5. Les rapports du Conseil fédéral sur les droits humains	146
9.5.1. Rapport du Conseil fédéral sur la politique extérieure de la Suisse en matière de droits de l'homme (2003-2007)	
9.5.2. Rapport du Conseil fédéral sur les activités de gestion civile des conflits et de promotion des droits de l'homme menées en 2005	

10. Environnement et développement

10.1. Développement durable	149
10.1.1. 14 ^e Session de la Commission du développement durable des Nations unies (New York, 1 ^{er} -12 mai 2006)	
10.1.2. Rapport sur l'état de la mise en œuvre de la « Stratégie 2002 pour le développement durable »	
10.1.3. Renouveau de la « Stratégie 2002 pour le développement durable »	
10.1.4. Empreinte écologique de la Suisse	
10.2. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	154
10.2.1. 12 ^e Conférence des Parties à la CCNUCC et 2 ^e Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (Nairobi, 6-17 novembre 2006)	
10.2.2. Rapport Stern sur l'économie du changement climatique	
10.2.3. Loi sur le CO ₂ : débat aux Chambres fédérales au sujet de la taxe	
10.2.4. Politique énergétique de la Suisse : une autre composante de la politique climatique	
10.3. Convention sur la diversité biologique	164
10.3.1. Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique	
10.3.2. Réunion des parties au Protocole de Cartagena pour la prévention des risques biotechnologiques	
10.3.3. Révision de la Loi sur les brevets	

11. Politique de paix et politique de sécurité

11.1. Politique de paix	175
11.1.1. Commission de consolidation de la paix des Nations unies	
11.1.2. Politique suisse de promotion de la paix : rapport et chiffres 2005	
11.2. Politique de sécurité	179
11.2.1. Organisations multilatérales de sécurité (OSCE et PPP)	
11.2.2. Armes de destruction massive : position de la Suisse	
11.3. Lutte contre les armes légères et de petit calibre	181
11.3.1. Programme d'action sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et nouvel instrument d'identification et de traçage de ces armes	
11.3.2. Sommet ministériel sur la violence armée et le développement (Genève, 7 juin 2006)	
11.4. Mines antipersonnel, autres mines terrestres et restes explosifs de guerre	183
11.4.1. 7 ^e Réunion des Etats parties à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel (Genève, 18-22 septembre 2006)	
11.4.2. Les mines antipersonnel et les acteurs armés non étatiques	
11.4.3. Ratification du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre	

12. Politique d'asile et questions migratoires

12.1. Politique internationale en matière de migration	187
12.1.1. Les développements à l'échelle mondiale	
12.1.2. Les développements à l'échelle européenne	
12.1.3. Politique extérieure suisse	

12.2. Politique d'asile	190
12.2.1. Statistiques en matière d'asile	
12.2.2. Approbation de la révision de la Loi sur l'asile	
12.2.3. Référendum et issue de la votation	
12.2.4. La jurisprudence de la CRA	
12.2.5. La prise en charge des requérants déboutés	
12.2.6. Les 523 requérants « vaudois »	
12.3. L'admission dans la politique de migration	198
12.3.1. Evolution des entrées en Suisse	
12.3.2. Approbation parlementaire de la LEtr, référendum et issue de la votation	
12.4. Politique d'intégration	200
12.4.1. Rapport de l'ODM sur l'intégration des étrangers	
12.4.2. Naturalisations	
12.4.3. Vote des étrangers	

2^e partie : Statistiques

A. Données statistiques disponibles sur Internet

A.1. Flux commerciaux	205
A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)	
A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	
A.2. Flux financiers	208
A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.2.3. Composantes des flux financiers à long terme destinés aux pays en développement	
A.3. Flux d'aide au développement	213
A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)	

B. Vue d'ensemble des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

217

C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

C.1. Faits saillants des relations de la Suisse avec les pays en développement	229
C.1.1. Relations de la Suisse avec les pays les moins avancés (PMA)	
C.1.2. Relations de la Suisse avec le continent latino-américain	
C.2. Commerce extérieur de la Suisse	231
C.2.1. Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse et place des pays en développement et en transition	

C.2.2. Commerce de la Suisse avec les pays en développement et les autres pays	
C.3. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires	236
C.3.1. Investissements directs à l'étranger	
C.3.2. Placements dans les banques suisses	
C.4. Aide publique au développement (APD) et aide publique aux pays de l'Europe de l'Est	240
C.4.1. Aide aux pays de l'Est	
C.5. Aide des organisations non gouvernementales (ONG)	252

Index

254

Abréviations

273

Liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (valable pour les apports jusqu'au 31 décembre 2004)	279
Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD (valable pour les apports depuis le 1 ^{er} janvier 2005)	281

2^e partie

Statistiques

Tanja GUGGENBÜHL □ Gérard PERROULAZ □ Xavier TSCHUMI CANOSA

A. Données statistiques disponibles sur Internet

A.1. Flux commerciaux

A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)

L'Administration fédérale des douanes (AFD) dispose d'un système de banques de données, duquel est issue la statistique du commerce extérieur de la Suisse. Le site Internet est accessible à l'adresse suivante: **<<http://www.ezv.admin.ch>>**
>Français>Thèmes>Statistique du commerce extérieur.

□ *Disponibilité des données*

Un chapitre de cette page Internet, intitulé *Produits*, fournit toutes les informations nécessaires pour avoir accès à l'ensemble des données sur le commerce extérieur de la Suisse, en ligne (SWISS-impex) ou sur CD-Rom. Ces produits sont tous payants, mais il est possible de trouver ces données dans certaines bibliothèques suisses via le catalogue RERO¹. Sinon, le chapitre *Commandes* permet de commander les CD-Rom. La version papier de cette statistique, qui était également payante, a été abandonnée à partir des données 2006.

Un extrait de toutes les données disponibles sur le commerce extérieur de la Suisse est cependant disponible gratuitement dans les chapitres *Vue d'ensemble*, *Pays* et *Marchandises* de la page Internet précitée. Les chiffres y sont organisés en différents points et peuvent la plupart du temps être visionnés à l'écran et/ou téléchargés en format PDF et/ou Excel.

Les points ci-dessous reprennent ces chapitres plus en détail.

□ *Vue d'ensemble*

Ce chapitre fournit traditionnellement les totaux annuels des importations et des exportations ainsi que du solde de la balance commerciale de la Suisse depuis 1980 jusqu'à la dernière année pour laquelle les données sont disponibles. Aucun détail supplémentaire par pays ou par marchandise n'est donné à ce niveau. Un autre tableau de ce chapitre fournit les chiffres du commerce extérieur de la Suisse par habitant, pour les mêmes années.

Dans ce chapitre figurent également les totaux mensuels provisoires des importations et des exportations de l'année complète la plus récente et même jusqu'au dernier mois écoulé. A partir de juin de l'année courante, les chiffres définitifs de l'année précédente sont généralement disponibles.

Dans tous ces chiffres, une différence est faite entre le total 1, sans métaux précieux et pierres gemmes ni objets d'art et antiquités, utilisé principalement pour une observation conjoncturelle, et le total 2, qui reflète l'intégralité du commerce extérieur.


<<http://www.opac.rero.ch>>.


❑ Pays

Dans ce chapitre, les données sur les importations, les exportations et le solde de la balance commerciale des quatre années les plus récentes sont classées géographiquement, par région économique ou par continent. Les données du commerce extérieur de la Suisse avec ses principaux partenaires sont également disponibles.

Les données par région économique (format Excel) restent agrégées en grands groupes et ne fournissent pas d'information par pays composant ces régions. Pour disposer des données par pays (format Excel), il faut consulter les chiffres par continent.

Les pays qui composent les régions économiques et les continents sont définis dans des documents PDF disponibles dans le chapitre *Explications* de la page Internet de la statistique du commerce extérieur (rubrique *Répertoire des pays*).

 *Mise en garde*: la classification des pays en régions économiques retenue par l'Administration fédérale des douanes lui est propre et il convient de l'étudier avec attention avant toute comparaison avec celles issues d'autres sources, en particulier la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* (Comité d'aide au développement) de l'OCDE. L'agrégat des pays en développement ou celui des pays en transition qui apparaissent dans les données de l'Administration fédérale des douanes ne sont par exemple aucunement comparables à ceux fournis par la liste du CAD (reproduite à la fin de cet Annuaire).

 *Référence*: dans toute cette partie «Statistiques» de l'Annuaire, c'est la classification de la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* qui est utilisée. Pour les flux 2004 ou antérieurs, cette liste était composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition. Pour les flux à partir de 2005, la liste ne comporte plus qu'une seule partie, celle des bénéficiaires de l'aide publique au développement.

❑ Marchandises

Dans ce chapitre, les importations et les exportations sont ordonnées selon la nature des marchandises (14 branches principales² de l'économie) ou leur emploi (6 groupes³ utilisés pour établir les pronostics de la conjoncture et les comptes nationaux). Les nomenclatures selon la nature ou l'emploi des marchandises sont disponibles dans le chapitre *Explications* de la page Internet de la statistique du commerce extérieur (rubrique *Nomenclatures des marchandises*).

Les chiffres concernent les quatre années les plus récentes et sont fournis en format PDF (résumé) ou Excel.

² Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche; les produits énergétiques; les textiles, l'habillement et les chaussures; le papier, les ouvrages en papier et les produits des arts graphiques; les cuirs, le caoutchouc et les matières plastiques; les produits des industries chimiques et connexes; les pierres et les terres; les métaux; les machines, les appareils et l'électronique; les véhicules; les instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie; les autres produits divers; les métaux précieux et les pierres gemmes; les objets d'art et les antiquités.

³ Les matières premières et les demi-produits; les produits énergétiques; les biens d'équipement; les biens de consommation; les métaux précieux et les pierres gemmes; les objets d'art et les antiquités.

Le classement des importations et des exportations selon la nature des marchandises est encore subdivisé par pays, mais seulement les principaux pays de provenance ou de destination pour le groupe de marchandises consulté. Tel n'est pas le cas pour le classement des importations et des exportations selon l'emploi des marchandises, où seule une vue générale est fournie.

Ce point offre encore une vue d'ensemble des importations et des exportations selon la Classification type pour le commerce international (CTCI)⁴. La CTCI, gérée par la Commission de statistique des Nations unies, est une nomenclature de marchandises construite à partir de critères économiques, pour l'établissement des statistiques du commerce extérieur.

□ *Analyse du commerce extérieur*

Ce chapitre fournit des informations complémentaires à celles qui sont contenues dans les points précédents. Des textes et des graphiques illustrent l'évolution du commerce extérieur de la Suisse pour l'année des données les plus récentes par rapport à l'année précédente (ou aux années précédentes).

Ce chapitre, dans la rubrique *Régions économiques*, offre un tableau des 30 principaux pays partenaires de la Suisse pour l'année des données les plus récentes.

□ *Autres données*


Les données statistiques sur le commerce extérieur de la Suisse apparaissent également dans d'autres chapitres de la page Internet de l'AFD, comme les importations et les exportations par moyen de transport ou par canton et zone de passage.

Les indices du commerce extérieur pour les années les plus récentes sont présentés dans un de ces chapitres également. Enfin, les trafics spéciaux, qui apparaissent dans un autre chapitre, fournissent notamment les chiffres des exportations suisses de matériel de guerre pour l'année précédant l'année courante (voir également plus bas sous-chap. A.1.3).

A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

La Banque nationale suisse (BNS) publie également des données sur le commerce extérieur de la Suisse, dans son *Bulletin mensuel de statistiques économiques*: <http://www.snb.ch> >Français >Publications >Bulletin mensuel de statistiques économiques.


Le chapitre I (lettre *I*) fournit les chiffres sur le commerce extérieur, selon l'utilisation des marchandises, selon la nature des marchandises et par pays. Les données sont disponibles en format PDF (mises en forme telles qu'elles apparaissent dans la publication), ou en format de données (Excel ou Text). La publication fournit les totaux annuels des importations, des exportations et du solde de la balance commerciale.

 *Limite*: en format de données, les chiffres mensuels doivent être additionnés manuellement pour obtenir les totaux par année.

⁴ Voir <http://unstats.un.org> >Statistical Databases >Classifications Registry >Quicklinks >SITC Rev.4 (en anglais).

A la différence des chiffres de l'Administration fédérale des douanes, qui fournit les données sur le commerce extérieur d'année en année (à la mi-année pour l'année antérieure), la BNS fournit les données de mois en mois (avec un délai de trois mois – au mois de février pour les données du mois de novembre précédent p. ex.). Les chiffres de la BNS correspondent au total 1 retenu par l'Administration fédérale des douanes, soit ceux n'incluant pas les métaux précieux et pierres gemmes ni les objets d'art et antiquités.

Les chiffres de la BNS n'offrent aucun détail par pays sur le commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement, sauf pour l'Inde.

 *Mise en garde* : la liste des pays en développement de la BNS n'est pas la même que celle qui est retenue dans les chapitres B et C de la présente partie « Statistiques » de l'Annuaire et qui est fondée sur la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* (Comité d'aide au développement) de l'OCDE (liste reproduite à la fin de cet Annuaire).

A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) offre sur son site Internet des informations par pays concernant les relations économiques extérieures de la Suisse : <http://www.seco.admin.ch> >Français >Thèmes >Politique économique extérieure >Information par pays. Ces informations par pays sont des *fiches* en format Word régulièrement mises à jour, contenant des données sur le pays en question et dépassant le strict cadre du commerce extérieur de la Suisse (p. ex. données géopolitiques, liens diplomatiques entre la Suisse et le pays).

Un document intitulé *Liste de sources « Relations économiques bilatérales »* est accessible en téléchargement sur cette page Internet du seco. Il fournit des informations complémentaires aux fiches, sous la forme de liens Internet accessibles gratuitement et pointant vers des données économiques par pays.

Une page du site Internet du seco fournit également des informations sur les contrôles à l'exportation, notamment en ce qui concerne le matériel de guerre : <http://www.seco.admin.ch> >(Français) >Thèmes >Contrôles à l'exportation >Matériel de guerre. Cette page présente, dans sa partie *News*, les chiffres des exportations de matériel de guerre par pays de destination, dès le mois de février pour l'année d'avant. Les chiffres des années antérieures peuvent être trouvés en suivant le lien *Statistiques précédentes*.

A.2. Flux financiers

A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

Le site Internet de la Banque nationale suisse (BNS) publie les informations les plus complètes sur les flux financiers en provenance ou à destination de la Suisse : <http://www.snb.ch> >Français >Données et statistiques. Ce site permet d'accéder aux publications de la BNS, en fonction de mots clés⁵. Chacun

⁵ Statistiques bancaires, agrégats monétaires, données sur les marchés des changes, de l'argent et des capitaux, balance des paiements, position extérieure nette, dette extérieure, investissements directs, données macroéconomiques.

d'eux est accompagné d'un court descriptif du contenu des publications pertinentes, ce qui fait de cette page Internet un outil de recherche très utile.


La liste des publications à proprement parler se trouve à la page suivante du site Internet de la BNS : <http://www.snb.ch> >Français >Publications.


□ « *Bulletin mensuel de statistiques économiques* »

En activant le lien <http://www.snb.ch> >Français >Publications >Bulletin mensuel de statistiques économiques, c'est le *Bulletin mensuel de statistiques économiques* le plus récent qui est présenté mais tout en bas de la page un autre lien permet d'accéder aux bulletins mensuels archivés depuis l'année 2000. Tous les chiffres sont disponibles en format PDF mais également en format de données (Excel ou Text).

Le chapitre F du bulletin, consacré au marché des capitaux, offre les chiffres concernant les emprunts de débiteurs étrangers en Suisse, en souscription publique ou non, par catégorie d'emprunt ou par groupe de pays.

Le chapitre S du bulletin, consacré aux investissements directs, offre les chiffres concernant les investissements directs suisses à l'étranger. Les flux annuels de ces investissements (exportations de capitaux), les stocks d'investissements (état en fin d'année) ainsi que l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger sont disponibles par pays ou par branche/secteur d'activité.

 *Mise en garde* : la classification des pays utilisée par la BNS lui est propre et ne doit pas être comparée avec celles d'autres sources, en particulier la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* (Comité d'aide au développement) de l'OCDE. Certains pays classés par la BNS dans le groupe des pays nouvellement industrialisés sont par exemple considérés comme des pays en développement par le CAD.

 *Référence* : dans toute la partie « Statistique » de l'Annuaire, c'est la classification de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD qui est utilisée. Pour les flux 2004 ou antérieurs, cette liste était composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition. Pour les flux à partir de 2005, la liste ne comporte plus qu'une seule partie, celle des bénéficiaires de l'aide publique au développement.


□ « *L'évolution des investissements directs* »

Ce rapport sur les investissements directs paraît annuellement en annexe au numéro de décembre du *Bulletin mensuel de statistiques économiques* (voir ci-dessus) : <http://www.snb.ch> >Français >Données et statistiques >Investissements directs >L'évolution des investissements directs. En activant ce lien du site Internet de la BNS, la publication est disponible depuis l'année 2000 jusqu'à l'année la plus récente (en décembre 2006 a été publiée *L'évolution des investissements directs en 2005*). Cette publication fournit des tableaux et des commentaires sur l'évolution des investissements directs suisses à l'étranger et des investissements directs étrangers en Suisse pour l'année de référence.


□ « Les banques suisses »


Cette publication, qui paraît annuellement en été, est disponible en activant le lien correspondant dans la rubrique des publications du site Internet de la BNS : **<<http://www.snb.ch> >Français >Publications >Les banques suisses**. Les éditions sont disponibles depuis 1996 en format PDF (publication complète ou résumé) et seule la publication la plus récente propose en plus des chiffres en format Excel ou Text.

Le chapitre 1.5 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et engagements à l'étranger figurant dans les bilans d'une centaine de banques suisses (tableau 32).

 *Définition* : les opérations figurant au bilan d'une banque sont seulement celles que la banque effectue pour son propre compte.

Le chapitre 2.2 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et des engagements à l'étranger de cette même centaine de banques suisses, mais à titre fiduciaire (tableau 38).

 *Définition* : les opérations à titre fiduciaire d'une banque sont celles que la banque effectue pour le compte et aux risques de ses clients.

 *Mise en garde* : ce chapitre ne couvre pas l'ensemble des avoirs et engagements à l'étranger, car toutes les banques n'y figurent pas et le secteur parabancaire (p. ex. gérants de fortune, agents fiduciaires, bureaux de change) n'y est pas inclus. De plus, les tableaux 32 et 38 de cette publication sont les seuls qui fournissent des chiffres par pays.

□ Balance suisse des paiements et position extérieure nette de la Suisse

Trois annexes du *Bulletin mensuel de statistiques économiques* apparaissent dans la rubrique suivante des publications de la BNS : **<<http://www.snb.ch> >Français >Publications >Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse**. Il s'agit de *L'évolution des investissements directs*, présentée plus haut, ainsi que de

- l'annexe *Balance suisse des paiements*, qui paraît une fois par an⁶ et qui est disponible sur le site Internet de la BNS en format PDF depuis 1996. Elle commente l'évolution des flux économiques et financiers entre la Suisse et l'étranger de l'année sous revue (flux de biens et services, flux de capitaux) et est assortie de tableaux fournissant les chiffres avec une profondeur historique de cinq ans ;
- l'annexe *Position extérieure nette de la Suisse*, disponible en format PDF pour chaque année⁷ depuis 2000. Elle commente l'évolution des chiffres des actifs à l'étranger, des passifs envers l'étranger et de la position nette de la Suisse, selon les directives du Fonds monétaire international (FMI). Les tableaux fournissent également ces chiffres avec une profondeur historique de cinq ans.

⁶ Parution fin septembre d'une année sur les chiffres de l'année antérieure.

⁷ Parution fin décembre d'une année sur les chiffres de l'année antérieure.

A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet en anglais riche en données statistiques: <http://www.oecd.org/dac> > **Aid Statistics**. Ce site est beaucoup plus complet que celui en langue française (<http://www.oecd.org/cad> > **Statistiques de l'aide**) et, lorsqu'un document existe dans l'autre langue, une référence le mentionne et un lien conduit à la traduction.

□ *Disponibilité des données*

Le CAD met ses données à disposition sous forme de tableaux accessibles gratuitement en ligne, mais également sous forme de CD-Rom (en particulier le CD-Rom des *Statistiques sur le développement international – International Development Statistics CD-ROM*) ou de rapports papier qui peuvent être achetés dans la librairie en ligne de l'OCDE⁸ ou consultés dans les bibliothèques suisses via le catalogue RERO⁹.

📖 **Coopération pour le développement. Rapport 2006**, Les Dossiers du CAD, Paris, OCDE, 2006.

□ *Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »*

L'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement* est disponible en ligne, en français ou en anglais (*statistical Annex of the Development Co-operation Report*), et offre, en une quarantaine de tableaux en format Excel, une vue complète sur les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés.

👉 *Mise en garde*: les tableaux de l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement* ne sont pas toujours numérotés de la même manière d'une année à l'autre et c'est la raison pour laquelle la table des matières fait foi.

Le tableau 13 de l'annexe du rapport 2006 présente les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide pour l'année 2005 en quatre catégories :

- l'aide publique au développement (APD – voir sous-chap. A.3.1 ci-dessous);
- les autres apports du secteur public (accordés aux conditions du marché, contrairement à l'APD);
- les dons des organismes privés bénévoles;
- les capitaux privés qui sont versés à ces pays aux conditions du marché (investissements directs, crédits à l'exportation et investissements de portefeuille).

Le tableau 14 fournit les mêmes données, mais pour les années 2002 à 2005 ainsi que pour la moyenne des années 1994-1995, soit dix ans avant les dernières données disponibles.

⁸ <http://www.oecdbookshop.org>.

⁹ <http://www.opac.rero.ch>.

Le tableau 37 présente les taux de change moyens annuels (de 2001 à 2005 dans le rapport 2006) vis-à-vis du dollar pour les devises des pays membres du CAD, utiles lors de comparaisons avec les chiffres d'autres sources non libellés en dollars.

Le tableau 38 fournit les chiffres du revenu national brut (RNB) et de la population pour chaque pays du CAD, permettant ainsi de calculer ce que représentent les différentes catégories de flux par unité de RNB ou par habitant (dans le rapport 2006 : de 2003 à 2005 ainsi que la moyenne des années 1994 et 1995).

❑ *Statistiques sur le développement international en ligne*


Le site Internet des données statistiques du CAD contient un lien vers la page des statistiques sur le développement international en ligne (*International Development Statistics Online*), qui offre un accès aux banques de données du CAD (*Datasets*) sur les flux financiers à destination des pays bénéficiaires de l'aide.

Depuis mai 2006, un nouveau système, intitulé OECD.Stat (prononcer « OECD dot Stat »), agrège ces statistiques et offre aux utilisateurs un accès facilité aux catégories de flux financiers vers les pays bénéficiaires de l'aide présentées ci-dessus. Les données peuvent être filtrées par pays donneur et exportées en format Excel. Il est aussi possible d'obtenir de ce système les données sur une très longue période, soit depuis 1960.

❑ *Autres données statistiques du CAD ou de l'OCDE*

Le CAD propose également sur la page des données statistiques de son site Internet des fiches synthétiques sur les différents flux ou montants pertinents, pour les pays membres du CAD (aide par donneur – *donor aid charts*) et pour les pays bénéficiaires de l'aide (aide par bénéficiaire – *recipient aid charts*).

La *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD (DAC List of ODA Recipients)* est également disponible sur cette page Internet.


 *Mise en garde*: cette liste est mise à jour régulièrement et à chaque année de flux financiers (notamment ceux d'APD) correspond une liste précise, valable pour l'année en question. Pour les flux 2004 ou antérieurs, la liste était composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition. Pour les flux à partir de 2005, la liste ne comporte plus qu'une seule partie, celle des bénéficiaires de l'aide publique au développement.

A.2.3. Composantes des flux financiers à long terme destinés aux pays en développement

Chaque année, dans la partie *Sources and Definitions* de sa publication *Global Development Finance*¹⁰, la Banque mondiale offre un schéma et un tableau qui permettent de mieux comprendre la composition des flux financiers intéressant les pays en développement. Le schéma présente les composantes des flux financiers à long terme destinés aux pays en développement et le tableau situe ces

¹⁰ Edition la plus récente : World Bank, *Global Development Finance 2006 : The Development Potential of Surging Capital Flows, II. Summary and Country Tables*, Washington, 2006, pp. xxv-xxvi.

flux financiers dans l'ensemble des flux financiers à long terme qui entrent dans les différentes balances intermédiaires de la comptabilité nationale (balance des transactions courantes, balance des capitaux et balance financière) et qui s'équilibrent dans la balance des paiements.

 **Annuaire 2006**, n° 1, schéma 2 et tableau 1, p. 219.

A.3. Flux d'aide au développement


A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

Comme décrit dans le sous-chapitre A.2.2 ci-dessus, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet riche en données statistiques, <<http://www.oecd.org/dac>> **Aid Statistics**. Le même sous-chapitre informe sur la disponibilité des données du CAD.


Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »


L'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement* est disponible en ligne, en français ou en anglais (*statistical Annex of the Development Co-operation Report*), et offre, en une quarantaine de tableaux en format Excel, une vue complète sur les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés.

 *Mise en garde*: les tableaux de l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement* ne sont pas toujours numérotés de la même manière d'une année à l'autre et c'est la raison pour laquelle la table des matières fait foi.

Le graphique 1 de l'annexe du rapport 2006 présente une vue d'ensemble des contributions d'aide publique au développement (APD) consenties par les pays membres du CAD en 2005, en valeur absolue et en pourcentage du RNB. Le tableau 1 fournit les chiffres de ces contributions pour les années 2004 et 2005.

 *Définition*: le CAD donne une définition de l'agrégat d'aide publique au développement (APD) qui peut être trouvée dans les notes techniques à la fin des rapports annuels sur la coopération pour le développement (disponibles en version papier à l'achat ou en bibliothèque, mais pas directement en ligne). Cette définition peut être résumée ainsi: l'APD désigne les prêts et dons accordés à des conditions financières libérales par le secteur public des pays membres du CAD aux pays et territoires figurant dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD*, dans le but principal de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans ces pays.


 *Mise en garde*: les données sur l'agrégat d'aide publique (AP), qui était destinée aux pays et territoires en transition, n'existent plus dans l'annexe statistique pour les flux à partir de l'année 2005.

Le tableau 14 de l'annexe du rapport 2006 fournit les détails des flux composant l'agrégat d'APD pour chaque pays membre du CAD et pour les quatre années de données les plus récentes, en particulier les flux d'APD bilatérale (prêts et

dons) et ceux d'APD multilatérale. Ce tableau indique également les flux privés des organismes privés bénévoles vers les pays en développement.

Pour avoir une répartition des flux par pays bénéficiaire de l'aide en provenance de l'ensemble des pays membres du CAD sur les cinq années les plus récentes, il faut se reporter au tableau 25 (APD en faveur des pays en développement).

Le tableau 32 présente la liste des 15 principaux pays bénéficiaires de l'APD, pour chaque pays membre du CAD, en pourcentage du total de l'APD versée (versements bruts) en 1984-85, 1994-95 et 2004-05. Il permet de comparer la focalisation géographique de l'aide propre à chaque pays donneur dans le temps et entre les pays membres du CAD. La répartition de l'APD bilatérale entre les catégories de pays retenues dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* et par entité géographique apparaît également dans le tableau 32, pour chaque pays membre du CAD.


 *Définitions* : un versement brut correspond au montant total versé au cours d'une période comptable donnée. Un versement net correspond au versement brut déduction faite de tous les remboursements de principal ou des restitutions de dons intervenus pendant la même période comptable.

A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

La Direction du développement et de la coopération (DDC) publie chaque année des données statistiques sur l'aide de la Suisse aux pays en développement. Ces données sont publiées séquentiellement et les chiffres ne sont pas forcément les mêmes entre les différentes sources (actualisation de chiffres provisoires).

□ « *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse* »

Le rapport annuel est publié conjointement par la DDC et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), qui sont les deux services fédéraux chargés de coordonner et de mettre en œuvre la coopération internationale de la Suisse. Il paraît au milieu de l'année qui suit l'année de référence sur laquelle portent les statistiques (en juillet 2006 est paru le rapport 2005, avec des chiffres provisoires pour 2005 et des chiffres actualisés pour 2004).

 *Mise en garde* : s'agissant d'une actualisation des chiffres 2004, ceux-ci ne sont pas forcément les mêmes que ceux qui avaient été publiés dans le rapport 2004 une année auparavant. Les chiffres 2005 étant provisoires, ils ne sont pas non plus forcément les mêmes que les chiffres actualisés qui sont publiés plusieurs mois plus tard dans l'ouvrage *Aide de la Suisse aux pays en développement* (voir plus bas).


Le rapport est disponible gratuitement en version électronique (PDF) et peut être commandé en version papier sur le site Internet de la DDC : **<<http://www.ddc.admin.ch>> Documentation.**

La première partie, thématique, de ce rapport passe en revue les activités de la Suisse en matière de coopération internationale en 2005. La seconde partie, statistique, fournit les chiffres de l'APD de la Suisse pour l'année de référence du rapport et pour l'année précédente. Cette partie statistique du rapport fournit

entre autres aussi les chiffres des dépenses d'aide bilatérale de la DDC et du seco par pays, ceux de la DDC pour l'aide humanitaire et par secteur d'activité ainsi que ceux du seco par instrument.

□ « *Aide de la Suisse aux pays en développement* »

Cette publication de la DDC, en version bilingue français et allemand, est disponible généralement au cours du printemps et porte sur les chiffres de deux ans auparavant (au printemps 2007 paraît l'ouvrage de statistiques 2005). Ces données ne sont disponibles pour le moment qu'en version papier, mais un exemplaire de l'ouvrage peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC¹¹. Cette publication, intitulée *Aide de la Suisse aux pays en développement et en transition* jusqu'à l'édition parue en 2006, paraît en 2007 sous le titre *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, mais elle inclut tout de même les flux d'aide aux pays du Sud et de l'Est non compris dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD*.

 *Mise en garde*: cet ouvrage étant publié plusieurs mois après le *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse* (voir plus haut), les chiffres fournis sont actualisés et ne sont plus provisoires. Ils peuvent donc être différents pour l'année commune de référence.

Les flux d'aide suivants sont présentés dans ce document :

- aide publique et privée aux pays en développement : vue d'ensemble, évolution, selon la source de financement ;
- contributions multilatérales entrant dans l'APD ;
- flux financiers bilatéraux vers les pays bénéficiaires de l'APD et les autres pays du Sud et de l'Est : par continent, par catégorie de pays selon la classification du CAD et par pays. Ce tableau est une version abrégée de celui se trouvant dans le chapitre B de la présente partie « Statistique » ;
- contributions bilatérales : aide publique et privée bilatérale par continent et par pays ;
- aide publique des cantons aux pays bénéficiaires de l'APD et aux autres pays du Sud et de l'Est : par canton ;
- aide publique des communes aux pays bénéficiaires de l'APD et aux autres pays du Sud et de l'Est : par canton et par commune ;
- aide privée des organismes bénévoles (ONG) aux pays bénéficiaires de l'APD et aux autres pays du Sud et de l'Est : par organisme et par pays bénéficiaire de l'aide.

A la fin de ce document se trouvent encore la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* ainsi qu'un répertoire des organismes privés bénévoles (ONG) œuvrant dans le domaine de l'aide (avec leurs coordonnées de contact).

¹¹ DDC, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12, <info@ddc.admin.ch>.

B. Vue d'ensemble des flux financiers
et commerciaux entre la Suisse et les pays
en développement

Tableau B.1 : Synthèse des relations de la Suisse avec les pays en développement, 2005 (en milliers de francs et en pourcentage)

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
En milliers de francs							
Total	1744273	413594	-739405	8505900	10736662	18815808	8079146
Pays les moins avancés (PMA)	304731	161822	0	516200	175913	402458	226545
Pays à faible revenu (hors PMA)	246315	69094	14987	362300	1532855	2129735	596890
Pays à revenu moyen	552656	149813	-754393	7575800	9027894	16288615	7255721
Pays à revenu plus élevé	0	0	0	0	0	0	0
Projets régionaux et non ventilé	640571	32864	0	51600	n.a.	n.a.	n.a.
En pourcentage							
Pays les moins avancés (PMA)	17.5	39.1	n.a.	6.1	1.6	2.1	n.a.
Pays à faible revenu (hors PMA)	14.1	16.7	n.a.	4.3	14.3	11.3	n.a.
Pays à revenu moyen	31.7	36.2	n.a.	89.1	84.1	86.5	n.a.
Pays à revenu plus élevé	0.0	0.0	n.a.	0.0	0.0	0.0	n.a.
Projets régionaux et non ventilé	36.7	7.9	n.a.	0.5	n.a.	n.a.	n.a.
Total	100	100		100	100	100	

Sources : DDC, Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005, Berne, 2007. Direction générale des douanes, Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005, CD-Rom.

Abréviations

n.a. = non applicable.

.. = non disponible.

Classification des pays

La classification des pays est celle qu'établit annuellement le CAD (voir la liste en fin d'*Annuaire*). En 2005, le CAD a modifié la liste des pays bénéficiaires de l'aide publique. Auparavant composée de deux parties – les pays bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) et ceux bénéficiaires de l'aide publique (AP) –, la nouvelle liste n'en comporte plus qu'une. Celle-ci couvre dorénavant uniquement l'APD, c'est-à-dire tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, sauf les pays membres du G-8 ou de l'Union européenne. Ainsi, les apports 2005 aux pays non bénéficiaires de l'APD ne sont plus notifiés.

La liste reste subdivisée en différentes catégories, selon le niveau des revenus nationaux bruts (RNB) des bénéficiaires.

 **ASPD 2007**, n° 1, sous-chap. 2.2.2 «Nouvelle classification des pays bénéficiaires de l'APD et historique».

Colomes

APD = Aide publique au développement.

GRE = Garantie contre les risques à l'exportation.

Un chiffre positif de la GRE indique que, pour l'année sous revue, les montants versés par l'exportateur à la GRE au titre de primes et les autres produits de la GRE (intérêts créditeurs, remboursements d'indemnités, dissolution de provision) ont été supérieurs aux montants versés par la GRE à l'exportateur au titre d'indemnités et aux autres charges de la GRE (frais administratifs, frais financiers, augmentation des provisions).

Inversement, un chiffre négatif de la GRE indique que les produits de la GRE ont été inférieurs à ses charges au cours de l'année sous revue.

IDE = Investissements directs à l'étranger.

Les chiffres des IDE sont fournis par la Banque nationale suisse mais, pour des raisons de confidentialité, ils ne sont que partiellement dévoilés par pays. Ils sont fondus dans les totaux régionaux. Un chiffre positif des IDE indique que, pour l'année sous revue, le flux net d'IDE va de la Suisse vers le pays ou la catégorie de pays.

Inversement, un chiffre négatif des IDE indique que le flux net d'IDE va du pays ou de la catégorie de pays vers la Suisse.

Importations

Somme payée dans l'année sous revue par la Suisse pour ses importations de biens et services en provenance du pays ou de la catégorie de pays.

Exportations

Somme reçue dans l'année sous revue par la Suisse pour ses exportations de biens et services vers le pays ou la catégorie de pays.

Solde commercial

Différence entre le montant des exportations et celui des importations. Un solde commercial positif indique que le montant reçu par la Suisse pour ses exportations est supérieur à celui payé par la Suisse pour ses importations. Un solde commercial négatif indique que le montant reçu par la Suisse pour ses exportations est inférieur au montant payé par la Suisse pour ses importations.

Tableau B.2 : Flux financiers et commerciaux de la Suisse vers les pays en développement, 2005 (en milliers de francs)

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Total	1744273	413594	-739405	8505900	10736662	18815808	8079146
Europe	151364	21109	12889	600700	790136	2947501	2157365
Pays à faible revenu (hors PMA)	6647	364	0	..	1262	15000	13738
Moldova	6647	364	0	..	1262	15000	13738
Pays à revenu moyen	125190	20566	12889	..	788874	2932500	2143627
Albanie	11926	3016	0	..	987	25683	24697
Belarus*	3425	340	0	..	4376	68432	64056
Bosnie-Herzégovine	20716	7504	0	..	8264	45053	36790
Croatie	286	878	-905	42300	84051	223639	139588
Macédoine (ERYM)	11546	301	0	..	10505	44978	34473
Serbie-et-Monténégro	59940	7180	0	..	25707	194480	168773
Turquie	594	905	13794	275500	612476	2041628	1429151
Ukraine*	16758	443	0	185400	42508	288608	246100
Non ventilés et projets régionaux	19528	180	0	..	..	..	..
Afrique	393661	133750	-76141	1841700	2676890	2188438	-488452
Pays les moins avancés (PMA)	224843	107898	0	..	57454	240008	182554
Angola	6361	3118	0	..	60	14829	14769
Bénin	10843	2035	0	..	73	11021	10949
Burkina Faso	25906	3712	0	..	339	1657	1317
Burundi	5759	1348	0	..	3324	1223	-2102
Cap-Vert	20	0	0	..	75	645	570
Centrafricaine, Rép.	101	1375	0	..	66	737	671
Comores	..	..	..	..	27	31	3
Congo, Rép. dém.	9103	8524	0	..	606	5841	5236
Djibouti	..	..	..	..	172	344	172
Erythrée	2360	2483	0	..	135	1924	1790
Ethiopie	3296	12558	0	..	8758	25787	17029

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Afrique (suite)							
Gambie	1	784	0	..	4	1 409	1 405
Guinée	2 515	947	0	..	2 003	9 314	7 311
Guinée équatoriale	61	53	0	..	3 005	3 244	238
Guinée-Bissau	520	224	0	..	6	1 761	1 755
Lesotho	962	355	0	..	2	115	113
Liberia	3 950	857	0	..	613	14 401	13 788
Madagascar	8 461	2 100	0	..	3 773	10 390	6 617
Malawi	258	779	0	..	6 498	2 628	-3 869
Mali	16 155	4 979	0	..	255	2 999	2 744
Mauritanie	597	1 361	0	..	390	849	459
Mozambique	30 661	6 725	0	..	5 688	3 707	-1 981
Niger	14 420	13 018	0	..	469	17 350	16 880
Ouganda	4 169	3 586	0	..	3 465	3 531	67
Rwanda	7 255	2 815	0	..	379	694	316
Sao Tomé et Príncipe	0	0	0	..	60	10	-50
Sénégal	3 712	2 317	0	..	5 407	17 541	12 134
Sierra Leone	2 679	769	0	..	29	689	660
Somalie	904	3 060	0	..	14	11	-3
Soudan	16 074	14 724	0	..	396	41 886	41 491
Tanzanie	29 408	8 600	0	..	9 140	16 578	7 438
Tchad	15 999	1 930	0	..	1	2 158	2 157
Togo	793	1 418	0	..	1 726	16 593	14 868
Zambie	1 644	1 345	0	..	497	8 112	7 614
Pays à faible revenu (hors PMA)	102 439	15 965	-885	..	689 590	2 19 883	-469 707
Cameroun	3 199	6 364	0	..	3 996	13 296	9 299
Congo, Rép.	14 820	121	0	..	1 080	2 824	1 743
Côte d'Ivoire	3 627	1 016	-546	-2 100	19 867	20 656	789
Ghana	15 277	1 209	0	..	45 166	23 973	-21 192
Kenya	992	3 841	-398	11 100	32 150	32 109	-41
Nigeria	62 513	489	0	-6 500	580 583	1 18 729	-461 854
Zimbabwe	2 012	2 924	59	..	6 747	8 296	1 549

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Afrique (suite)							
Pays à revenu moyen	28 767	7 987	-75 256	..	1 929 846	1 728 547	-201 299
<i>Afrique du Sud</i>	10 202	2 464	-301	1 003 300	152 002	652 021	500 019
<i>Algérie</i>	2 969	1 056	-32 494	..	201 807	146 872	-54 935
<i>Botswana</i>	0	48	0	..	186	2 031	1 845
<i>Egypte</i>	11 851	2 453	-31 35	270 200	368 25	389 733	352 907
<i>Gabon</i>	4	65	0	..	857	10 658	9 801
<i>Libye*</i>	0	0	0	..	13 49 924	18 72 16	-1 162 708
<i>Maroc</i>	1 820	480	-5 100	44 800	127 751	214 054	86 303
<i>Maurice</i>	0	60	0	..	25 814	26 908	1 094
<i>Mayotte</i>	..	..	..	..	..	30	30
<i>Namibie</i>	838	252	0	..	3 169	951	-2 219
<i>Sainte-Hélène</i>	..	..	..	..	2	62	60
<i>Seychelles</i>	200	0	0	..	654	1 686	1 032
<i>Swaziland</i>	0	1 030	0	..	482	1 655	1 172
<i>Tunisie</i>	884	79	-34 226	5 900	30 371	94 672	64 300
Non ventilés et projets régionaux	37 612	1 900	0	..	..	..	..
Amérique	144 925	55 476	-102 112	3 440 700	1 234 143	3 656 575	2 422 432
Pays les moins avancés (PMA)	6 262	5 260	0	..	2123	1 750	-374
<i>Haïti</i>	6 262	5 260	0	..	2 123	1 750	-374
Pays à faible revenu (hors PMA)	18 618	3 484	0	..	2 990	1 392	-1 599
<i>Nicaragua</i>	18 618	3 484	0	..	2 990	1 392	-1 599
Pays à revenu moyen	99 988	45 988	-102 112	..	1 229 029	3 653 434	2 424 405
<i>Anguilla</i>	..	..	..	..	22	121	99
<i>Antigua et Barbuda</i>	0	0	0	..	275	5622	5 347
<i>Argentine</i>	359	659	-1 660	406 900	60 843	313 857	253 014
<i>Barbade</i>	0	0	0	..	170	9 449	9 279
<i>Bélice</i>	..	..	..	..	87	2 286	2 200
<i>Bolivie</i>	22 417	6 502	-1 078	7 500	1 661	11 190	9 530
<i>Bésil</i>	5 601	8 451	-8 002	522 700	64 1463	1 136 196	494 733
<i>Chili</i>	1 388	332	-31	84 600	53 203	164 195	110 992

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Amérique (suite)							
Colombie	11 930	6 175	-1 278	114 400	65 847	229 666	163 819
Costa Rica	3 358	86	0	490 200	66 775	43 967	-22 808
Cuba	8 034	516	0	..	30 206	18 791	-11 415
Dominicaine, Rép.	1 001	765	-1 099	..	11 508	18 052	6 544
Dominique	..	..	..	..	134	1 039	905
El Salvador	4 403	2 806	0	..	6 490	10 862	4 371
Equateur	10 911	2 905	0	40 900	59 770	55 680	-4 090
Grenade	..	..	..	..	3	95	92
Guatemala	6 431	5 862	-358	-300	18 550	23 845	5 295
Guyana	..	..	..	..	426	1 114	688
Honduras	2 525	2 859	0	..	17 790	13 469	-4 321
Jamaïque	26	0	0	..	1 705	15 900	14 195
Mexique	1 161	1 778	-80 395	-54 000	133 559	991 068	857 509
Montserrat	..	..	..	..	63	46	-17
Panama	0	26	0	..	11 568	208 299	196 732
Paraguay	777	1 057	0	..	3 174	11 731	8 557
Pérou	19 040	4 551	-757	-37 000	21 632	97 454	75 822
Sainte-Lucie	..	..	..	..	32	3 291	3 259
Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	30	829	799
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	..	..	..	..	1	247	246
Suriname	..	..	..	..	232	1 769	1 538
Trinité-et-Tobago	0	0	-2574	..	1 402	11 966	10 564
Turks et Caïques, îles	..	..	..	..	6	1 787	1 781
Uruguay	501	422	0	106 200	14 274	83 719	69 445
Venezuela	124	238	-4 881	46 700	6 128	165 832	159 704
Non ventilés et projets régionaux	20 058	745	0	..	..	..	..

	APD	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Asie	521 107	175 433	-574 041	2 608 800	6 034 682	10 018 298	3 983 616
Pays les moins avancés (PMA)	73 627	48 653	0	..	1 163 18	1 605 55	44 237
Afghanistan	2 201	3 322	0	..	232	3 223	2 991
Bangladesh	13 338	3 801	0	-300	82 144	93 488	11 344
Bhoutan	6 435	1 285	0	..	9	461	452
Cambodge	4 519	32 862	0	..	21 830	5 867	-15 963
Laos	4 373	1 596	0	..	4 964	1 939	-3 025
Maldives	..	..	..	..	42	1 403	1 361
Myanmar (Birmanie)	2 967	1 906	0	..	517	4 893	4 376
Népal	19 908	3 778	0	..	5 583	4 950	-633
Timor-Leste	76	103	0	..	145	82	-64
Yémen	0	0	0	..	851	44 249	43 398
Pays à faible revenu (hors PMA)	118 398	48 707	15 872	..	838 531	1 892 799	1 054 268
Corée, Rép. dém.	5 267	1 322	0	..	1 681	4 491	2 810
Inde	30 881	31 949	-10 004	190 900	5 752 269	1 373 762	7 98 494
Kirghize, Rép.	11 600	1 167	0	..	115	4 091	3 976
Mongolie	3 334	1 070	0	..	4 044	1 014	-3 031
Ouzbékistan	8 219	5	0	..	5 654	32 562	26 908
Pakistan	24 178	7 481	-3 910	181 900	45 853	3 589 58	313 105
Tadjikistan	12 396	745	0	..	11 307	1 925	-9 382
Vietnam	22 722	4 968	29 787	-23 600	1 94 607	115 995	-78 612
Pays à revenu moyen	298 707	75 213	-589 913	..	50 798 33	7 964 943	2 885 110
Arabie saoudite	0	0	0	11 1800	219 405	1 100 441	881 036
Arménie	2 779	3 333	0	..	1 297	9 873	8 575
Azerbaïdjan	6 957	1 710	3 211	..	11 960	41 442	29 482
Chine	6 833	3 356	-30 082	673 100	3 366 625	3 252 613	-114 012
Géorgie	7 321	565	0	..	433	10 291	9 858
Indonésie	24 603	16 348	-60 485	81 900	1 565 78	3 271 41	170 563
Irak	203 732	217	-38	..	9	49 090	49 080
Iran	889	6 061	-146 182	..	58 759	7 449 03	6 86 144
Jordanie	3 016	281	-2 852	..	4 665	1 50 067	1 45 402
Kazakhstan	1 296	555	3 406	..	1 57 363	84 321	-73 043

<i>Liban</i>	2004	736	0	..	131369	247206	115837
<i>Malaisie</i>	127	290	0	174500	209699	579288	369590
<i>Oman</i>	0	0	0	..	1176	81395	80219
<i>Philippines</i>	1361	5601	-695	763200	73103	210304	137201
<i>Sri Lanka</i>	13832	24124	0	9300	42174	54698	12524
<i>Syrie</i>	705	12	762	..	5416	145902	140486
<i>Thaïlande</i>	4579	739	-356957	232400	639044	856058	217014
<i>Turkménistan</i>	1	0	0	..	300	5275	4975
<i>Zones admin. palestinienne</i>	18671	11287	0	..	457	14633	14177
<i>Pays à revenu plus élevé</i>	0	0	0	..	..	..	..
<i>Non ventilés et projets régionaux</i>	30376	2860	0	..	..	..	..
Océanie	220	646	0	14000	812	4996	4185
<i>Pays les moins avancés (PMA)</i>	0	11	0	..	17	145	128
<i>Kiribati</i>	..	..	..	..	..	5	5
<i>Salomon, îles</i>	..	..	..	..	9	45	35
<i>Samoa</i>	0	11	0	..	7	1	-6
<i>Tuvalu</i>	..	..	..	..	..	60	60
<i>Vanuatu</i>	5	0	0	..	1	34	34
<i>Pays à faible revenu (hors PMA)</i>	215	576	0	..	482	661	179
<i>Papouasie-Nouvelle-Guinée</i>	215	576	0	..	482	661	179
<i>Pays à revenu moyen</i>	5	59	0	..	313	4191	3878
<i>Cook, îles</i>	..	..	..	..	54	23	-31
<i>Fidji</i>	0	50	0	..	243	2386	2144
<i>Marshall, îles</i>	..	..	..	..	10	1717	1706
<i>Micronésie</i>	0	9	0	..	..	..	..
<i>Nauru</i>	..	..	..	..	1	6	5
<i>Palau</i>	..	..	..	..	..	54	54
<i>Tonga</i>	..	..	..	..	5	4	0
<i>Wallis-et-Futuna</i>	5	0	0	..	..	..	..
<i>Non ventilés et projets régionaux</i>	0	0	0	..	..	..	..
Non ventilé par continent	532996	27180	0	0	..	..	..

Sources et remarques : voir au bas du tableau B.1.

* Nouveaux pays bénéficiaires de l'APD (anciens bénéficiaires de l'aide publique)

Tableau B.3: Flux financiers et commerciaux de la Suisse vers les autres pays du Sud et de l'Est, 2005 (en milliers de francs)

Autres pays du Sud (anciennement pays en développement plus avancés – PED PA) ^a	Aide publique	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Antilles néerlandaises	0	0	-654	..	145	25904	25759
Aruba	..	..	..	..	4	12684	12680
Bahamas	..	..	..	..	3276	29867	26592
Bahreïn	0	0	-61 634	..	20321	138158	117837
Bermudes	..	..	..	..	94	21711	21617
Brunei	..	..	..	..	6836	1874	-4962
Caimans, îles	..	..	..	..	14	26109	26095
Chypre	..	..	..	..	3336	66677	63341
Corée (du Sud)	48	12	-777	657000	745666	1269841	524175
Emirats arabes unis	0	0	-952	-59000	481480	1297518	816038
Falkland, îles	..	..	..	..	0	..	..
Gibraltar	..	..	..	..	27514	12342	-15173
Hongkong, Chine	34	26	0	710000	775431	3172373	2396942
Israël	1 291	84	-15 028	79000	195858	665111	469252
Koweït	..	..	..	..	54492	264417	209924
Macao	..	..	..	..	3487	11025	7538
Malte	61	0	0	..	9016	53341	44325
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	5	3045	3040
Polynésie française	..	..	..	..	145	2024	1878
Qatar	..	..	..	..	59608	237703	178095
Singapour	..	..	..	..	2 162000	1604109	1304568
Slovenie	74	18	0	..	206177	309169	102992
Taipei chinois (Taiwan)	49	70	0	190000	539786	1 341468	801681
Vierges, îles (R.U.)	..	..	..	..	29105	25243	-3862

Pays d'Europe centrale et orientale et nouveaux Etats indépendants (PECO/NEI)^a	Aide publique	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Bulgarie	10 320	1 206	0	78 000	87 082	232 428	145 336
Estonie	49	5	0	..	34 284	70 126	35 842
Hongrie	314	575	0	565 000	768 705	966 615	197 910
Lettonie	149	38	0	..	39 416	130 317	90 901
Lituanie	103	69	-311	..	49 687	107 951	58 263
Pologne	356	573	-46 138	470 000	793 816	1 418 901	625 085
Roumanie	9 702	5 253	5 181	153 000	245 385	594 420	349 035
Russie	15 885	2 354	226 000	880 000	392 487	1 545 691	1 153 204
Slovaquie, Rép.	164	126	-10 386	310 000	337 163	337 504	341
Tchèque, Rép.	288	1 436	0	818 000	1 087 726	1 276 029	188 303
PECO/NEI, non ventilé	15 502	2 615	0	..	..	..	..

Sources et remarques : voir au bas du tableau B.1.

La source de la colonne « IDE » est la suivante : Banque nationale suisse, « Investissements directs suisses à l'étranger, selon les pays », *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, février 2007.

^a A partir de 2005, la catégorie réunissant les contributions aux pays non bénéficiaires de l'APD n'est plus utilisée sur le plan international. De ce fait, dès 2005, le total de cette catégorie n'apparaît plus dans le tableau ci-dessus.

C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

C.1. Faits saillants des relations de la Suisse avec les pays en développement

Les tableaux du chapitre B donnent une vue d'ensemble des relations de la Suisse avec tous les pays en développement (PED) et une sélection d'autres pays. Pour les relations de la Suisse avec les pays en développement, nous nous reposons sur la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* (Comité d'aide au développement de l'OCDE), pour les pays dont les montants d'aide peuvent être inclus dans l'agrégat statistique d'« aide publique au développement » (liste reproduite à la fin de cet Annuaire). Comme cela est expliqué au chapitre 2 de la partie « Faits » du présent Annuaire, la liste a plusieurs fois changé de composition ces dernières années. Il faut en tenir compte lorsque l'on compare les données de cette partie « Statistiques » avec les éditions précédentes de l'Annuaire. Dès 2005, le CAD a abandonné l'ancienne liste des « pays en transition ». Pour donner tout de même des informations sur les relations de la Suisse avec les pays d'Europe centrale et orientale et sur des pays partenaires économiques importants de la Suisse non inclus dans la liste des PED, nous présentons encore des données statistiques relatives à ces pays dans cette partie « Statistiques ».

Les tableaux du chapitre B permettent de faire ressortir quelques caractéristiques des relations extérieures de la Suisse :

- Les apports du secteur privé pour les pays en développement sont beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et privée. Les pays en développement ont reçu une aide publique au développement bilatérale de 1,74 milliard de francs en 2005 et les organisations non gouvernementales (ONG) ont versé (par leurs fonds propres) 414 millions de francs. La même année, les investissements directs d'entreprises suisses dans les pays en développement se sont élevés à 8,5 milliards de francs. L'excédent commercial de la Suisse atteignait 8,1 milliards de francs (les exportations de la Suisse vers les pays en développement sont bien plus importantes que les importations en provenance de ces pays).
- Les flux financiers nets entre les pays en développement et la Suisse sont généralement en faveur de cette dernière. Si l'on prend en considération uniquement les flux d'aide publique et privée, les investissements et le solde commercial avec certaines régions en développement, on remarque que les flux de ces régions vers la Suisse sont supérieurs aux flux d'aide de la Suisse vers ces régions. Ces données sont partielles, car on ne tient pas compte de certains flux, difficiles à répartir par catégories de pays, comme les flux bancaires (service et remboursement de la dette, placements nets dans les banques suisses) ou les versements des migrants en Suisse à leurs familles.

- La répartition géographique est très différente entre l'aide publique et les flux d'investissements privés: l'APD et l'aide des ONG sont essentiellement destinées aux pays les moins avancés ou aux autres pays à faible revenu, tandis que les investissements se dirigent surtout vers les pays à revenu moyen et les pays d'Europe centrale. Les exportations se dirigent quant à elles vers les pays à revenu moyen, les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement avancés.

C.1.1. Relations de la Suisse avec les pays les moins avancés (PMA)

La situation des 49 pays les moins avancés (PMA) est intéressante à relever. Alors que les PMA ont reçu en 2005 17,5 % de l'APD bilatérale totale et 39,1 % de l'aide des ONG, seul 1,6 % des importations en provenance des pays en développement (PED) et seuls 2,1 % des exportations vers les pays en développement étaient destinés à ce groupe de pays. Seuls 6,1 % des investissements directs à l'étranger se sont dirigés en 2005 vers les PMA. Ces derniers représentent à peine 0,12 % des importations totales de la Suisse et 0,26 % de ses exportations totales.

C.1.2. Relations de la Suisse avec le continent latino-américain

L'aide publique au développement de la Suisse pour les pays du continent latino-américain s'élevait à 144,9 millions de francs en 2005, soit 8,3 % du total de l'APD bilatérale. Les ONG ont en outre financé par leurs fonds propres des projets de coopération et des actions humanitaires pour un montant de 55,5 millions de francs (13,4 % de l'aide totale des ONG). La même année, les investissements directs d'entreprises suisses dans les pays du continent latino-américain se sont élevés à 3441 millions de francs, ce qui représente un peu plus de 40 % du total des investissements directs totaux dans les pays en développement. Les importations de la Suisse en provenance des pays latino-américains se sont élevées à 1234 millions de francs (soit 11 % des importations totales en provenance des pays en développement) et les exportations suisses vers ces pays à 3656,6 millions de francs (soit 19 % des exportations totales de la Suisse vers les pays en développement). Avec un excédent commercial de 2422 millions de francs, les pays latino-américains constituent un marché important pour les exportateurs suisses. En 2005 toujours, les pays latino-américains ont versé à la Suisse 102 millions de francs au titre du remboursement de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) (flux financier négatif du continent vers la Suisse).

L'aide publique au développement est destinée principalement à la Bolivie (22,4 millions de francs), au Pérou (19 millions), au Nicaragua (18,6 millions), à la Colombie (11,9 millions) et à l'Equateur (10,9 millions). Les relations commerciales avec la Suisse concernent surtout le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie et le Panama. Le Brésil représente 52 % de toutes les importations de la Suisse en provenance des pays latino-américains; 31 % des exportations suisses vers ce continent vont au Brésil et 27 % au Mexique.

Plusieurs éléments statistiques font défaut pour pouvoir déterminer exactement la totalité des flux financiers entre le continent latino-américain et la Suisse. Les éléments mentionnés ci-dessus et dans le tableau B.2 du chapitre B montrent

des flux positifs de la Suisse vers le continent latino-américain, mais ces données devraient être complétées par d'autres qui manquent actuellement de manière détaillée, comme 1° la part de l'aide multilatérale pour financer des projets sur le continent (Banque interaméricaine de développement par exemple); 2° les versements des migrants d'origine latino-américaine résidant en Suisse à leurs familles; 3° les investissements de portefeuille; 4° les fuites de capitaux de l'Amérique latine dans les banques suisses; 5° les rapatriements de bénéfiques d'entreprises suisses installées sur le continent.

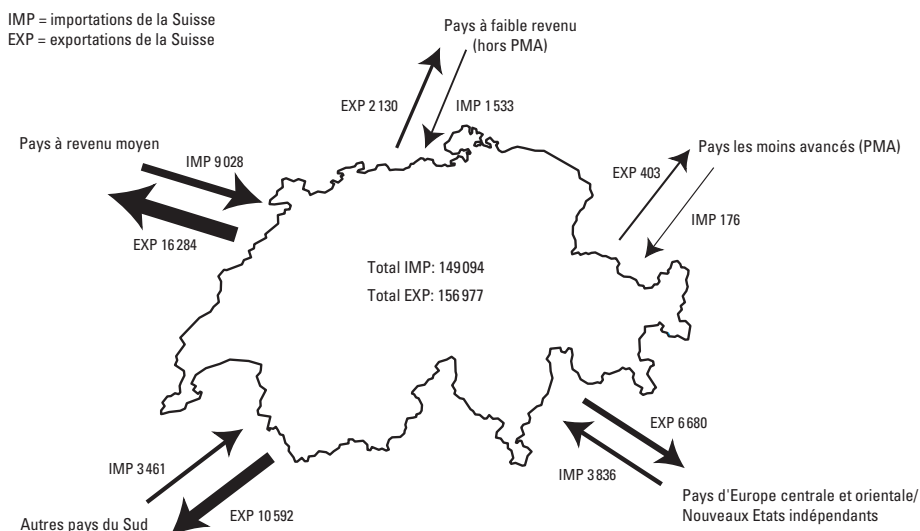
C.2. Commerce extérieur de la Suisse

C.2.1. Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse et place des pays en développement et en transition

Les importations totales de la Suisse s'élevaient à 149,1 milliards de francs en 2005. Si l'on ne retient que les pays de la liste établie par le CAD, les importations de la Suisse en provenance des pays en développement ont atteint 10,7 milliards de francs, soit 7,2% des importations totales. Les exportations totales de la Suisse s'élevaient à 157 milliards de francs, dont 18,8 à destination des pays en développement, soit 12% des exportations totales de la Suisse.

Le schéma C.1 synthétise les flux commerciaux avec les différents groupes de pays. Le solde commercial est excédentaire avec chaque groupe de pays.

Schéma C.1: Vue d'ensemble du commerce extérieur de la Suisse avec les pays en développement et en transition, 2005 (en millions de francs)



Sources: Richard Gerster, *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Zürich, Edition Ex Libris, 1987, p. 65. Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom, pour les chiffres actualisés.

Remarque: pour la composition des groupes de pays, voir les tableaux du chapitre B.

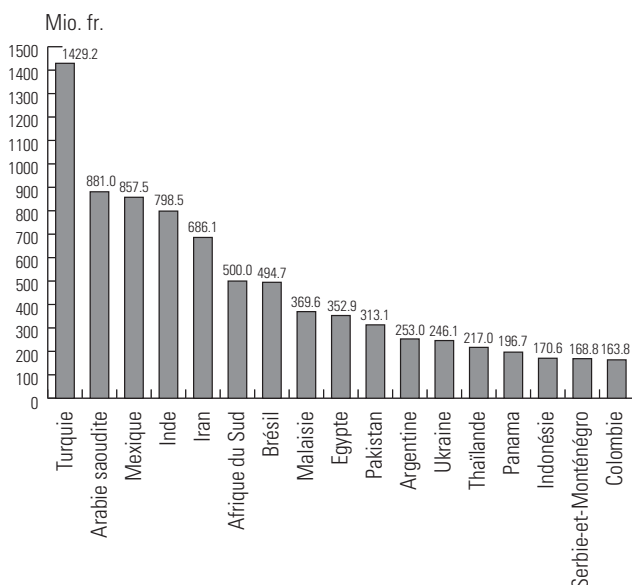
☐ Solde de la balance commerciale (exportations moins importations)

La Suisse a le plus souvent une balance commerciale excédentaire avec les pays en développement, les autres pays du Sud et les pays d'Europe centrale et orientale. Il existe un excédent commercial avec tous les groupes de pays mentionnés dans le schéma C.1 et les tableaux et graphiques ci-dessous. Autrement dit, les exportations de la Suisse vers ces régions sont supérieures aux importations en provenance de ces régions. En 2005, l'excédent commercial est particulièrement important avec le groupe des pays à revenu plus élevé (excédent de 7256 millions de francs) et le groupe des autres pays du Sud (excédent de 12806 millions de francs), mais il concerne même les pays les moins avancés (excédent de 227 millions de francs).

Le cas de la Chine est intéressant à relever. La Suisse importait ces dernières années beaucoup plus qu'elle n'exportait vers ce pays, avec un solde commercial négatif allant en diminuant. Le solde commercial est par contre positif en 2003 et 2004, pour être à nouveau négatif en 2005 (-114 millions de francs). Le solde commercial est en revanche très favorable à la Suisse dans le cas du commerce avec Hongkong (Chine), entité qui n'est pas classée dans le groupe des pays en développement comme la Chine, mais dans le groupe des «autres pays du Sud».

Le graphique C.1 montre la liste des pays en développement ou en transition qui représentent des marchés particulièrement importants pour la Suisse, avec lesquels le solde commercial est élevé. La Suisse peut avoir un solde commercial négatif avec d'autres pays, notamment les pays exportateurs de pétrole (solde commercial de -1162 millions de francs par exemple avec la Libye et de -462 millions de francs avec le Nigeria).

Graphique C.1: Pays en développement avec lesquels l'excédent commercial de la Suisse est le plus important, 2005 (en millions de francs)



Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

La Suisse entretient des relations commerciales surtout avec ses pays voisins et avec les autres pays industrialisés européens et d'outre-mer (Etats-Unis, Canada et Japon). Comme on le voit dans le tableau C.1, sept pays en développement figurent parmi les 30 principaux pays fournisseurs de la Suisse et six pays en développement figurent parmi les 30 principaux pays clients de la Suisse. 32,8% des importations de la Suisse proviennent d'Allemagne et près de 20% des exportations suisses sont destinées à ce pays. Les 30 pays mentionnés dans ce même tableau représentent 95,5% des importations totales de la Suisse et 89,5% des exportations.

Tableau C.1: Les 30 premiers partenaires commerciaux de la Suisse, 2005
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%	Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%
1. Allemagne féd.	48884.1	32.8	32.8	1. Allemagne féd.	31 180.8	19.9	19.9
2. Italie	16 413.9	11.0	43.8	2. Etats-Unis	16 333.2	10.4	30.3
3. France	14 928.1	10.0	53.8	3. Italie	14 514.3	9.2	39.5
4. Pays-Bas	7 524.4	5.0	58.9	4. France	13 497.8	8.6	48.1
5. Autriche	7 094.6	4.8	63.6	5. Grande- Bretagne	8 005.5	5.1	53.2
6. Etats-Unis	6 986.1	4.7	68.3	6. Espagne	6 533.1	4.2	57.4
7. Grande- Bretagne	6 337.7	4.3	72.6	7. Japon	5 703.7	3.6	61.0
8. Irlande	5 570.7	3.7	76.3	8. Pays-Bas	5 524.5	3.5	64.5
9. Belgique	4 341.2	2.9	79.2	9. Autriche	5 155.0	3.3	67.8
10. Espagne	3 962.7	2.7	81.9	10. Chine (sauf Hongkong)	3 252.6	2.1	69.9
11. Chine (sauf Hongkong)	3 366.6	2.3	84.1	11. Hongkong	3 172.4	2.0	71.9
12. Japon	2 762.8	1.9	86.0	12. Belgique	2 765.9	1.8	73.7
13. Suède	1 473.9	1.0	87.0	13. Canada	2 245.7	1.4	75.1
14. Libye	1 349.9	0.9	87.9	14. Turquie	2 041.6	1.3	76.4
15. Rép. tchèque	1 087.7	0.7	88.6	15. Singapour	1 604.1	1.0	77.4
16. Danemark	1 059.0	0.7	89.3	16. Suède	1 595.7	1.0	78.4
17. Finlande	845.4	0.6	89.9	17. Russie	1 545.7	1.0	79.4
18. Canada	796.7	0.5	90.4	18. Australie	1 426.5	0.9	80.3
19. Pologne	793.8	0.5	90.9	19. Pologne	1 418.9	0.9	81.2
20. Hongkong	775.4	0.5	91.5	20. Inde	1 373.8	0.9	82.1
21. Hongrie	768.7	0.5	92.0	21. Taïwan	1 341.5	0.9	83.0
22. Corée du Sud	745.7	0.5	92.5	22. Emirats arabes unis	1 297.5	0.8	83.8
23. Brésil	641.5	0.4	92.9	23. Rép. tchèque	1 276.0	0.8	84.6
24. Thaïlande	639.0	0.4	93.3	24. Corée du Sud	1 269.8	0.8	85.4
25. Turquie	612.5	0.4	93.7	25. Grèce	1 153.0	0.7	86.1
26. Nigeria	580.6	0.4	94.1	26. Brésil	1 136.2	0.7	86.9
27. Inde	575.3	0.4	94.5	27. Danemark	1 101.6	0.7	87.6
28. Taïwan	539.8	0.4	94.9	28. Arabie saoudite	1 100.4	0.7	88.3
29. Porto Rico	490.4	0.3	95.2	29. Mexique	991.1	0.6	88.9
30. Emirats arabes unis	481.5	0.3	95.5	30. Hongrie	966.6	0.6	89.5
Autres pays	6 664.6	4.5	100.0	Autres pays	16 452.8	10.5	100.0
Total	149 094.3	100.0		Total	156 977.3	100.0	

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Les pays en développement sont indiqués en gras.

C.2.2. Commerce de la Suisse avec les pays en développement et les autres pays

Les tableaux C.2, C.3 et C.4 montrent les pays principaux partenaires commerciaux, respectivement dans le groupe des pays en développement, dans le groupe des pays d'Europe centrale et orientale et dans le groupe des autres pays du Sud (selon l'ancienne classification des pays établie par le CAD, «pays en développement plus avancés»).

**Tableau C.2: Les 30 premiers partenaires commerciaux de la Suisse
dans les pays en développement, 2005
(en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^a	∑ % ^b	Pays	Mio fr.	% ^a	∑ % ^b
1. Chine	3366.6	31.4	31.4	1. Chine	3252.6	17.3	17.3
2. Libye	1349.9	12.6	43.9	2. Turquie	2041.6	10.9	28.1
3. Brésil	641.5	6.0	49.9	3. Inde	1373.8	7.3	35.4
4. Thaïlande	639.0	6.0	55.9	4. Brésil	1136.2	6.0	41.5
5. Turquie	612.5	5.7	61.6	5. Arabie saoudite	1100.4	5.8	47.3
6. Nigéria	580.6	5.4	67.0	6. Mexique	991.1	5.3	52.6
7. Inde	575.3	5.4	72.3	7. Thaïlande	856.1	4.5	57.1
8. Arabie saoudite	219.4	2.0	74.4	8. Iran	744.9	4.0	61.1
9. Malaisie	209.7	2.0	76.3	9. Afrique du Sud	652.0	3.5	64.6
10. Algérie	201.8	1.9	78.2	10. Malaisie	579.3	3.1	67.6
11. Vietnam	194.6	1.8	80.0	11. Egypte	389.7	2.1	69.7
12. Kazakhstan	157.4	1.5	81.5	12. Pakistan	359.0	1.9	71.6
13. Indonésie	156.6	1.5	82.9	13. Indonésie	327.1	1.7	73.4
14. Afrique du Sud	152.0	1.4	84.4	14. Argentine	313.9	1.7	75.0
15. Mexique	133.6	1.2	85.6	15. Ukraine	288.6	1.5	76.6
16. Liban	131.4	1.2	86.8	16. Liban	247.2	1.3	77.9
17. Maroc	127.8	1.2	88.0	17. Colombie	229.7	1.2	79.1
18. Croatie	84.1	0.8	88.8	18. Croatie	223.6	1.2	80.3
19. Bangladesh	82.1	0.8	89.6	19. Maroc	214.1	1.1	81.4
20. Philippines	73.1	0.7	90.2	20. Philippines	210.3	1.1	82.5
21. Costa Rica	66.8	0.6	90.9	21. Panama	208.3	1.1	83.6
22. Colombie	65.8	0.6	91.5	22. Serbie-et-Monténégro	194.5	1.0	84.7
23. Argentine	60.8	0.6	92.0	23. Libye	187.2	1.0	85.7
24. Equateur	59.8	0.6	92.6	24. Venezuela	165.8	0.9	86.6
25. Iran	58.8	0.5	93.1	25. Chili	164.2	0.9	87.4
26. Chili	53.2	0.5	93.6	26. Jordanie	150.1	0.8	88.2
27. Pakistan	45.9	0.4	94.1	27. Algérie	146.9	0.8	89.0
28. Ghana	45.2	0.4	94.5	28. Syrie	145.9	0.8	89.8
29. Ukraine	42.5	0.4	94.9	29. Nigeria	118.7	0.6	90.4
30. Sri Lanka	42.2	0.4	95.3	30. Vietnam	116.0	0.6	91.0
Autres pays en développement	506.9	4.7	100.0	Autres pays en développement	1687.1	9.0	100.0
Total	10736.7		100.0	Total	18815.8		100.0

Source : Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Pourcentage du pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

^b Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

Tableau C.3: Les partenaires commerciaux de la Suisse dans les pays d'Europe centrale et orientale, 2005 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^a	∑ % ^b	Pays	Mio fr.	% ^a	∑ % ^b
1. Rép. tchèque	1087.7	28.4	28.4	1. Russie	1545.7	23.1	23.1
2. Pologne	793.8	20.7	49.1	2. Pologne	1418.9	21.2	44.4
3. Hongrie	768.7	20.0	69.1	3. Rép. tchèque	1276.0	19.1	63.5
4. Russie	392.5	10.2	79.3	4. Hongrie	966.6	14.5	78.0
5. Rép. slovaque	337.2	8.8	88.1	5. Roumanie	594.4	8.9	86.9
6. Roumanie	245.4	6.4	94.5	6. Rép. slovaque	337.5	5.1	91.9
7. Bulgarie	87.1	2.3	96.8	7. Bulgarie	232.4	3.5	95.4
8. Lituanie	49.7	1.3	98.1	8. Lettonie	130.3	2.0	97.3
9. Lettonie	39.4	1.0	99.1	9. Lituanie	108.0	1.6	98.9
10. Estonie	34.3	0.9	100.0	10. Estonie	70.1	1.0	100.0
Total	3835.8		100.0	Total	6680.0		100.0

Source : Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a Pourcentage du pays dans le total des importations des pays d'Europe centrale et orientale, respectivement des exportations vers ces pays.

^b Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays d'Europe centrale et orientale, respectivement des exportations vers ces pays.

Tableau C.4: Les partenaires commerciaux de la Suisse dans les autres pays du Sud^a, 2005 (en millions de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c	Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c
1. Hongkong (Chine)	775.4	22.4	22.4	1. Hongkong (Chine)	3172.4	30.0	30.0
2. Corée du Sud	745.7	21.5	43.9	2. Singapour	1604.1	15.1	45.1
3. Taiwan	539.8	15.6	59.5	3. Taiwan	1341.5	12.7	57.8
4. Emirats arabes unis	481.5	13.9	73.5	4. Emirats arabes unis	1297.5	12.3	70.0
5. Singapour	299.6	8.7	82.1	5. Corée du Sud	1269.8	12.0	82.0
6. Slovénie	206.2	6.0	88.1	6. Israël	665.1	6.3	88.3
7. Israël	195.9	5.7	93.7	7. Slovénie	309.2	2.9	91.2
8. Qatar	59.6	1.7	95.4	8. Koweït	264.4	2.5	93.7
9. Koweït	54.5	1.6	97.0	9. Qatar	237.7	2.2	95.9
10. Vierges, îles (R.U.)	29.1	0.8	97.9	10. Bahreïn	138.2	1.3	97.2
11. Gibraltar	27.5	0.8	98.7	11. Chypre	66.7	0.6	97.9
12. Bahreïn	20.3	0.6	99.2	12. Malte	53.3	0.5	98.4
13. Malte	9.0	0.3	99.5	13. Bahamas	29.9	0.3	98.7
14. Brunei	6.8	0.2	99.7	14. Caïmans, îles	26.1	0.2	98.9
15. Macao	3.5	0.1	99.8	15. Antilles néerlandaises	25.9	0.2	99.2
16. Chypre	3.3	0.1	99.9	16. Vierges, îles (R.U.)	25.2	0.2	99.4
17. Bahamas	3.3	0.1	100.0	17. Bermudes	21.7	0.2	99.6
18. Polynésie française	0.1	0.0	100.0	18. Aruba	12.7	0.1	99.7
19. Antilles néerlandaises	0.1	0.0	100.0	19. Gibraltar	12.3	0.1	99.8
20. Bermudes	0.1	0.0	100.0	20. Macao	11.0	0.1	99.9
21. Caïmans, îles	0.0	0.0	100.0	21. Nouvelle Calédonie	3.0	0.0	100.0
22. Aruba	0.0	0.0	100.0	22. Polynésie française	2.0	0.0	100.0
23. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0	23. Brunei	1.9	0.0	100.0
24. Nouvelle Calédonie	0.0	0.0	100.0	24. Falkland, îles	0.0	0.0	100.0
Total	3461.3		100.0	Total	10591.7		100.0

Source : Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistiques selon les pays, année 2005*, CD-Rom.

^a « Pays en développement plus avancés », selon l'ancienne classification du CAD.

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des autres pays du Sud, respectivement des exportations vers ces pays.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des autres pays du Sud, respectivement des exportations vers ces pays.

C.3. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires

C.3.1. Investissements directs à l'étranger

Par leur stabilité et leur finalité favorisant le transfert de technologie et la création d'emploi, les investissements directs à l'étranger se distinguent des investissements de portefeuille. Du point de vue du développement, les sommes investies à ce titre dans les pays bénéficiaires de l'APD ont une certaine importance car « celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger »¹.

□ Flux d'investissements directs à l'étranger en 2005

En termes d'exportations de capitaux au cours de l'année 2005, c'est en tout 67,6 milliards de francs qui ont fait l'objet d'investissements directs suisses à l'étranger². Sans compter les montants investis dans les pays de l'Union européenne, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon, en Australie et en Nouvelle-Zélande, le chiffre atteint 18,5 milliards de francs. Dans ce montant, les flux d'investissements directs suisses à destination des pays en développement peuvent être estimés à 9,4 milliards de francs au moins, sans compter les pays bénéficiaires de l'APD faisant partie de l'agrégat des centres financiers offshore³.

□ Stocks d'investissements directs à l'étranger

Le graphique C.2 montre comment se répartit régionalement, fin 2005, le stock d'investissements directs à l'étranger émanant de la Suisse. Ce dernier dépassait 560 milliards de francs (chiffres provisoires), dont plus de 42 % se situaient dans l'Union européenne à 25 membres. L'Amérique du Nord accueille près de 22 % de ce montant et l'Amérique centrale et du Sud près de 19 %. Viennent ensuite l'Asie avec 8 % des investissements directs à l'étranger, le reste des pays européens avec près de 7 %, l'Océanie avec 2 % et, finalement, l'Afrique, avec un peu plus d'un demi pourcent (environ 3,6 milliards de francs au total, dont la moitié en Afrique du Sud seule).

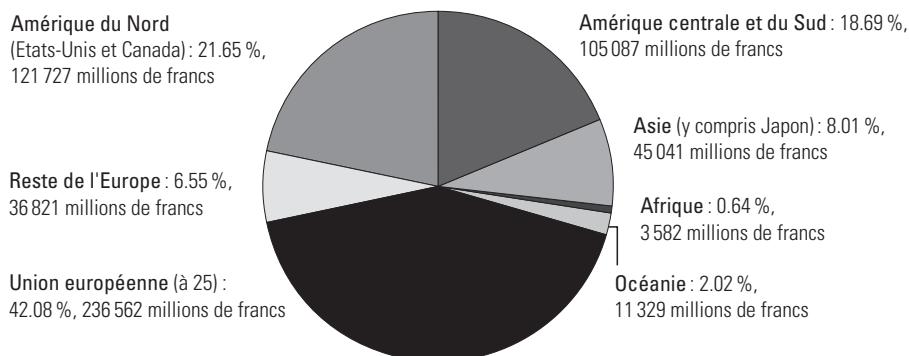
En termes de personnel occupé dans les entreprises suisses implantées à l'étranger, la barre des 2 millions de personnes a été franchie en 2005 (chiffre provisoire : 2002 174). Celles-ci étaient actives à 54,3 % dans le secteur de l'industrie et à 45,7 % dans le secteur des services, dont près de la moitié dans des sociétés financières et des holdings. Sectoriellement, les montants d'investissements directs à l'étranger se répartissent à 35,4 % dans l'industrie et à 64,6 % dans les services.

¹ Banque nationale suisse (BNS), *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, p. 15.

² Source : *ibid.*, tableau 1.1, pp. 20-21.

³ *Iles Vierges des Etats-Unis*, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises.

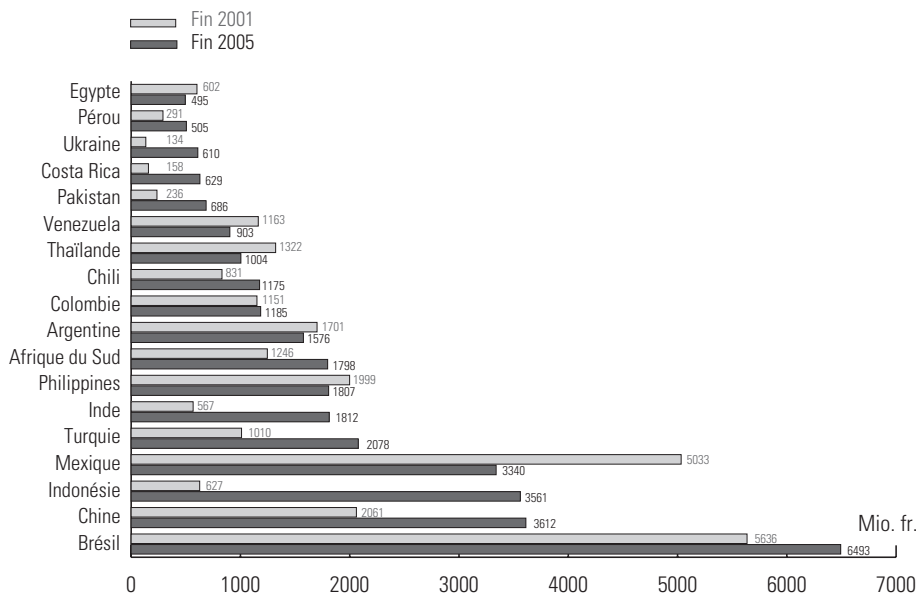
Graphique C.2: Répartition des stocks d'investissements directs à l'étranger par région, au 31 décembre 2005 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: Banque nationale suisse, *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, tableau 1.2, « Investissements directs à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », pp. 22-23.

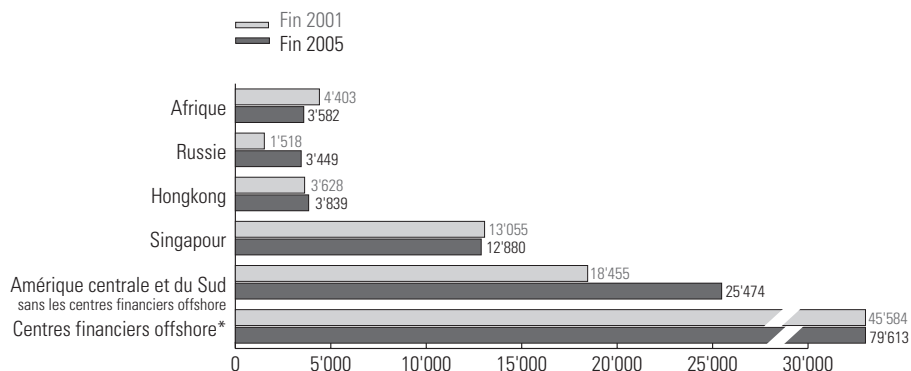
Graphiques C.3 et C.4: Principaux pays ou régions de destination des investissements directs suisses, stock fin 2001 et fin 2005 (en millions de francs)

Graphique C.3: Pays bénéficiaires de l'APD selon la liste du CAD



daises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques (en italique: pays qui ne font pas partie de la liste des pays bénéficiaires de l'APD établie par le CAD).

Graphique C.4: Autres pays ou régions



Source des graphiques C.3 et C.4: BNS, *L'évolution des investissements directs en 2005*, Zurich, BNS, décembre 2006, tableau 1.2, « Investissements directs à l'étranger. Répartition par pays de l'état à la fin de l'année », pp. 22-23.

* Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïques.

Les graphiques C.3 et C.4 se focalisent sur les principaux stocks d'investissements directs émanant de la Suisse dans différents pays ou régions (pays bénéficiaires de l'APD et autres), cela à quatre années d'intervalle (fin 2001 et fin 2005). Ce qui frappe d'emblée, c'est l'importance du montant des investissements directs à l'étranger dans les centres financiers offshore des Caraïbes⁴, tant fin 2001 que fin 2005, avec une progression de près de 34 milliards de francs entre ces deux dates. En ce qui concerne les autres pays bénéficiaires d'APD mentionnés dans le graphique C.3, il faut relever qu'ils ne constituent qu'une petite partie de l'ensemble des pays bénéficiaires de l'APD et qu'en conséquence une majorité de ces derniers restent à l'écart des investissements directs de la Suisse.

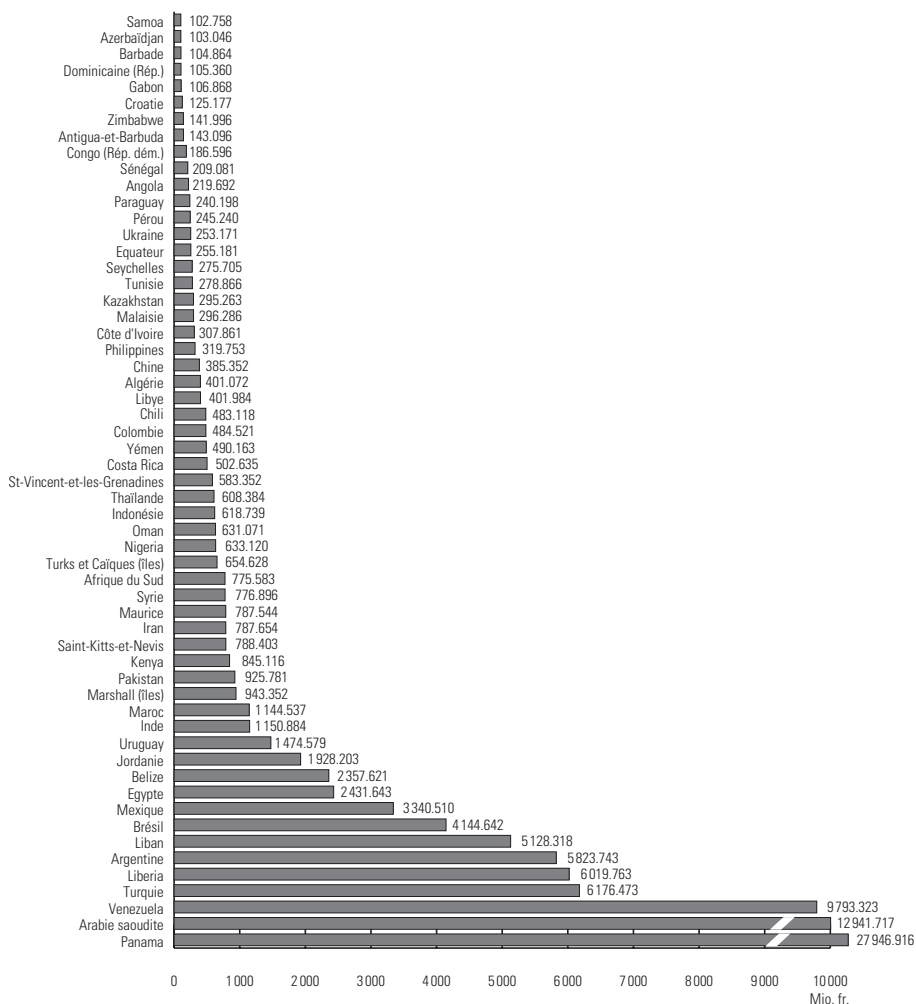
Quant à l'évolution des montants entre fin 2001 et fin 2005, il est à noter celle du stock d'investissements directs en Indonésie, multiplié par 5,68, celle concernant l'Ukraine (stock multiplié par 4,55) ou celle au Costa Rica (stock multiplié par 3,98). D'autres pays ont vu le stock d'investissements directs de la Suisse s'abaisser entre fin 2001 et fin 2005, notamment le Mexique (diminution de 1,7 milliard de francs). Le continent africain dans son ensemble a également vu diminuer le stock d'investissements directs suisses qui lui est destiné entre fin 2001 et fin 2005. A cette dernière date, le stock de ces investissements pour l'Afrique entière est comparable à celui déposé en Russie, au Mexique ou en Indonésie. De plus, la moitié du total des investissements directs suisses en Afrique est destinée à la seule Afrique du Sud.

⁴ Parmi les pays ou territoires qui composent l'agrégat de centres financiers offshore retenu par la Banque nationale suisse, certains ne sont pas (ou plus) compris dans la *Liste des bénéficiaires d'APD établie par le CAD* pour les montants 2005 : ce sont les îles Vierges des Etats-Unis, les Bahamas, les Bermudes, les îles Vierges britanniques, les îles Caïmans et les Antilles néerlandaises.

C.3.2. Placements dans les banques suisses

Les statistiques de la Banque nationale suisse (BNS) distinguent les opérations que les banques réalisent pour leur propre compte et à leurs propres risques (celles qui sont inscrites à leur bilan) des transactions effectuées pour le compte et aux risques de leurs clients (opérations fiduciaires). De plus, les publications de la BNS dans ce domaine ne prennent en compte que les chiffres émanant d'une centaine de banques établies en Suisse et excluent de fait les montants du secteur parabancaire et ceux gérés par les gestionnaires privés de fortune.

Graphique C.5: Engagements nets à titre fiduciaire de 104 banques établies en Suisse concernant les pays bénéficiaire de l'APD, au 31 décembre 2005 (en millions de francs)



Source: BNS, *Les banques suisses 2005*, Zurich, BNS, 2006, tableau 38, «Opérations fiduciaires. Répartition géographique. 104 banques. Engagements», pp. A132-A137.

Selon les chiffres de la BNS, les engagements inscrits au bilan des 104 banques sises en Suisse s'élèvent, fin 2005, à 1619,7 milliards de francs, alors que les engagements à titre fiduciaire à cette même date s'élèvent à 290,6 milliards de francs.

Selon le *Rapport annuel 2005/2006* de l'Association suisse des banquiers (ASB)⁵, les avoirs sous gestion (*assets under management – AUM*) à titre fiduciaire, déposés dans des établissements bancaires situés en Suisse, s'élevaient à 500 milliards de francs en 2005. Ce chiffre ressort également dans une autre publication⁶ de l'ASB, qui estime par ailleurs à environ 2600 milliards de francs le montant des avoirs sous gestion en Suisse (encours de portefeuille), provenant de clients étrangers.

Le graphique C.5 montre les montants gérés à titre fiduciaire par les 104 banques de la statistique de la Banque nationale suisse, en provenance des principaux pays bénéficiaires de l'APD, fin 2005. Parmi ceux-ci figure un certain nombre de centres financiers offshore des Caraïbes, pour un total de 32,7 milliards de francs. Panama est en tête avec près de 28 milliards de francs. Y figurent également 30 pays qui sont pourtant dans la liste des pays les moins avancés, dont le Yémen (plus de 490 millions de francs), l'Angola (près de 220 millions) et la République démocratique du Congo (plus de 186 millions). Moins étonnants, les engagements nets à titre fiduciaire gérés en Suisse pour le compte de pays riches en ressources naturelles (pétrole notamment), par exemple l'Arabie saoudite, le Venezuela ou le Liberia.

C.4. Aide publique au développement (APD) et aide publique aux pays de l'Europe de l'Est

Tableau C.5 (ci-contre): Vue d'ensemble des flux financiers à destination des pays en développement (1996-2005) et des pays en transition (1996-2004) (en millions de francs et en pourcentage du RNB)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS), Annuaire statistique de la Suisse, sur la base des données fournies par le Service statistique de la DDC.

- ^a L'aide publique au développement (APD) est composée, selon la définition de l'OCDE, de l'ensemble des flux financiers qui
 - proviennent du secteur public (Confédération, cantons et communes);
 - ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;
 - sont accordés à des conditions de faveur (dons et prêts à taux bonifié);
 - sont destinés à des pays ou territoires en développement (actuellement 152) ainsi qu'à des organismes multilatéraux figurant dans la liste établie par l'OCDE.
- ^b RNB à partir de 1995, PNB pour les années précédentes. Chiffres définitifs du PNB/RNB jusqu'en 2002 (source: OFS), provisoires pour 2003 et 2004 (source: OFS). Pour 2005, estimation de l'Administration fédérale des finances (AFF) (février 2006).
- ^c Dons privés des ONG suisses.
- ^d Ces apports du secteur privé aux pays en développement (et aux pays en transition jusqu'en 2004) se composent des prestations suivantes, fournies aux conditions usuelles du marché:
 - *investissements directs*: exportations de capitaux sous forme d'acquisition ou de création d'entreprises dans des pays en développement (ou en transition jusqu'en 2004), ou de prise de participation dans des entreprises situées dans ces pays, y compris les bénéfices réinvestis (chiffres mis à jour rétroactivement par la BNS sur deux ans: 2003 définitifs, 2004 et 2005 provisoires);
 - *crédits à l'exportation*: variations nettes des crédits destinés au financement à moyen et à long terme d'exportations dans les pays en développement (et les pays en transition jusqu'en 2004); ces crédits sont garantis par l'Office de gestion de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) afin d'assurer les créances nées des exportations;
 - investissements de portefeuille: achat et reprise d'emprunts, de remboursements et de titres, émis à l'origine par des organisations de développement sur le marché suisse des capitaux.
- ^e La catégorie des « pays en transition » a été abolie par le CAD (OCDE) à partir de 2005. Les données pour ces pays ne sont de ce fait plus récoltées.

⁵ ASB, *Rapport annuel 2005/2006*, Bâle, p. 9.

⁶ SwissBanking, *Wealth Management in Switzerland: Industry Trends and Strategies*, Basel, January 2007, p. 8.

Tableau C.5

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Flux financiers vers les pays en développement										
Aide publique au développement (APD) ^f										
Total, en millions de francs	1 268,7	1 320,3	1 307,3	1 465,6	1 510,9	1 537,0	1 462,4	1 748,0	1 921,1	2 201,0
Confédération	1 250,5	1 297,4	1 285,5	1 443,0	1 488,6	1 514,0	1 437,4	1 717,9	1 887,3	2 161,5
Cantons	9,6	15,1	13,8	13,7	14,2	13,4	14,9	18,5	21,1	27,0
Communes	8,6	7,8	8,0	8,9	8,1	9,5	10,0	11,6	12,7	12,5
<i>En % du revenu national brut (RNB)^g</i>	<i>0,327</i>	<i>0,328</i>	<i>0,315</i>	<i>0,344</i>	<i>0,336</i>	<i>0,345</i>	<i>0,328</i>	<i>0,373</i>	<i>0,398</i>	<i>0,443</i>
Aide privée au développement ^c										
Total, en millions de francs	226,6	225,7	250,0	275,5	272,0	319,3	298,2	*339,8	321,9	414,1
<i>En % du RNB^h</i>	<i>0,058</i>	<i>0,056</i>	<i>0,060</i>	<i>0,065</i>	<i>0,060</i>	<i>0,072</i>	<i>0,067</i>	<i>0,073</i>	<i>0,067</i>	<i>0,083</i>
Apports du secteur privé aux conditions du marché ^d										
Total, en millions de francs	-3 311,0	-6 419,4	3 075,7	4 855,2	1 193,9	-1 104,2	681,6	1 442,3	-598,1	6 866,5
Investissements directs	-2 173,0	-2 894,9	3 075,7	2 930,9	1 425,8	988,4	919,9	2 141,4	296,5	8 505,9
Crédits à l'exportation	-418,0	-697,5	-	1 924,3	844,4	-242,7	-206,7	99,1	305,4	-739,4
Investissements de portefeuille	-721,0	-2 827,0	-	-	-1 076,4	-1 849,9	-31,7	-798,2	-1 200,0	-900,0
<i>En % du RNB^h</i>	<i>-0,850</i>	<i>-1,600</i>	<i>0,740</i>	<i>1,140</i>	<i>0,270</i>	<i>-0,250</i>	<i>0,150</i>	<i>0,310</i>	<i>-0,120</i>	<i>1,380</i>
Flux financiers vers les pays en transition^e, en millions de francs										
Aide publique (AP)										
Confédération	109,7	117,0	113,5	107,9	106,7	104,3	98,9	101,2	93,1	...
Cantons	1,4	1,3	1,2	1,0	0,7	0,9	1,4	1,4	1,6	...
Communes	1,4	1,7	1,2	1,0	1,2	0,9	1,6	1,3	0,8	...
Aide privée ^e	14,8	18,5	24,2	18,6	12,9	11,3	15,7	*14,8	14,8	...
Apports du secteur privé aux conditions du marché ^d	-317,2	5 649,1	1 173,0	10 950,0	12 405,6	7 932,4	-4,2	15 10,8	7 862,1	...

Le tableau C.5 permet de situer l'importance de l'APD dans l'ensemble des flux financiers de la Suisse à destination des pays en développement ou en transition. Les flux financiers recensés sont composés de l'aide publique au développement (2,2 milliards de francs en 2005), de l'aide privée des ONG (414 millions de francs en 2005) et des apports du secteur privé (6,9 milliards de francs en 2005). Les apports du secteur privés aux conditions du marché sont composés des investissements directs à l'étranger, des crédits à l'exportation et des investissements de portefeuille.

L'analyse des chiffres depuis 1996 confirme que l'ampleur des flux privés a souvent largement dépassé les montants de l'APD. Il faut cependant souligner que ces flux privés sont beaucoup plus volatils d'une année à l'autre; ceux qui sont destinés aux pays en développement ont même enregistré en 1996, 1997, 2001 et 2004 des montants nets négatifs, les flux financiers privés provenant des pays en développement étant ces années-là plus importants que les apports totaux de la Suisse vers les pays en développement. Les apports du secteur privé sont en revanche bien plus importants que l'aide publique dans le cas des flux vers les pays en transition; en 2004, ils s'élevaient à 7,9 milliards de francs alors que l'aide publique atteignait 95,5 millions de francs.

Tableau C.6: Aide publique au développement des pays du CAD, par pays, et évolution de 2004 à 2005 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

Pays	APD (en millions de dollars)		APD (en % du RNB) ^a		Variation réelle ^b de 2004 à 2005	Variation réelle sans les allègements de dette
	2004	2005	2004	2005		
Allemagne	7534	10082	0.28	0.36	32.9	-5.5
Australie	1460	1680	0.25	0.25	6.7	6.3
Autriche	678	1573	0.23	0.52	127.1	12.0
Belgique	1463	1963	0.41	0.53	31.5	16.2
Canada	2599	3756	0.27	0.34	31.2	18.7
Danemark	2037	2109	0.85	0.81	1.9	1.9
Espagne	2437	3018	0.24	0.27	19.5	4.2
Etats-Unis	19705	27622	0.17	0.22	36.5	17.0
Finlande	680	902	0.37	0.46	29.9	12.3
France	8473	10026	0.41	0.47	16.8	-0.7
Grèce	321	384	0.16	0.17	15.9	15.9
Irlande	607	719	0.39	0.42	15.7	15.7
Italie	2462	5091	0.15	0.39	101.4	42.0
Japon	8922	13147	0.19	0.28	51.7	12.7
Luxembourg	236	256	0.83	0.82	5.4	5.4
Norvège	2199	2786	0.87	0.94	13.5	13.5
Nouvelle-Zélande	212	274	0.23	0.27	18.5	18.5
Pays-Bas	4204	5115	0.73	0.82	19.8	18.3
Portugal	1031	377	0.63	0.21	-64.1	-64.2
Royaume-Uni	7883	10767	0.36	0.47	35.0	0.9
Suède	2722	3362	0.78	0.94	24.1	23.3
Suisse	1545	1767	0.41	0.44	13.7	-0.2
Total du CAD	79410	106777	0.26	0.33	32.0	9.7
Performance moyenne des pays du CAD			0.42	0.47		
Pays de l'UE	42767	55745	0.35	0.44	28.5	5.0
Pays non membres du CAD ^c	3759	3231				

Source: CAD, Annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableau 1, 2007.

^a Les pays qui dépassent l'objectif – fixé par les Nations unies – de 0,7 % de leur RNB sont indiqués en gras.

^b Variation réelle : compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^c Le CAD recense l'aide des pays de l'OCDE non membres du CAD (Corée, Hongrie, Islande, Pologne, République slovaque, République tchèque et Turquie) et d'autres donateurs (Arabie saoudite, Emirats arabes, Israël et Taïpei chinois).

Le tableau C.6, qui offre une vue d'ensemble de l'APD des pays membres du CAD, montre la forte augmentation de l'APD de 2004 à 2005, celle-ci étant passée de 79,4 milliards de dollars en 2004 à 106,8 milliards de dollars en 2005. Cette augmentation de l'APD est largement expliquée par les mesures d'allègement de dette envers quelques pays, dont le Nigeria et l'Irak. On voit la part de ces mesures de désendettement, qui se sont élevées à 22,7 milliards de dollars en 2005, dans le tableau C.7. L'APD des pays du CAD a augmenté de 32 % en valeur réelle de 2004 à 2005, mais cette augmentation se réduit à 9,7 % si l'on déduit les mesures de désendettement. Le tableau C.7 montre également les montants notifiés par différents pays du CAD au titre des dépenses au Nord pour les requérants d'asile, soit au total 2,1 milliards de dollars compris dans l'APD.

Les pays donateurs s'étaient engagés, dans le cadre de conférences de la CNUCED, à verser une aide aux pays les moins avancés (PMA) représentant au moins 0,15 % de leur RNB. Comme le montre le tableau C.7, qui relève les montants d'aide alloués aux PMA, seuls sept pays dépassent en 2005 l'objectif fixé par la communauté internationale.


 **Annuaire 2007**, n° 1, sous-chap. 2.2.1, analyse des raisons de l'augmentation récente de l'APD des pays du CAD.

Tableau C.7: Quelques composantes de l'aide publique au développement des pays du CAD, 2005 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

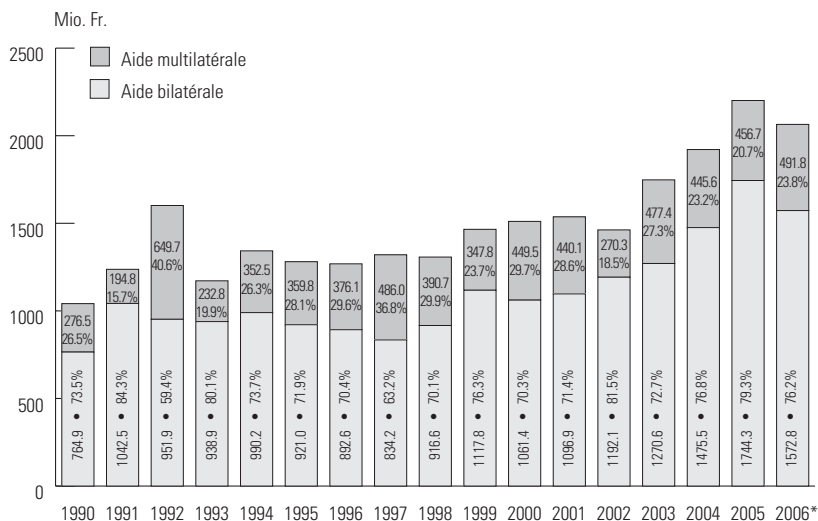
Pays	APD des pays du CAD (en millions de dollars)				APD des pays du CAD pour les PMA	
	Total de l'APD	Allègements de dettes	Dépenses pour les réfugiés dans pays donneur	Sans allègements de dettes ni aide aux réfugiés	en millions de dollars	en % du RNB du pays donneur
Allemagne	10 082	3 441	17	6 624	1 884	0.07
Australie	1 680	20	75	1 585	419	0.06
Autriche	1 573	904	62	607	245	0.08
Belgique	1 963	472	58	1 433	609	0.16
Canada	3 756	455	175	3 126	1 048	0.09
Danemark	2 109	0	70	2 039	814	0.31
Espagne	3 018	613	20	2 385	817	0.07
États-Unis	27 622	4 078	520	23 024	5 687	0.05
Finlande	902	150	17	735	245	0.13
France	10 026	3 212	585	6 229	2 392	0.11
Grèce	384	0	9	375	79	0.04
Irlande	719	0	2	717	365	0.21
Italie	5 091	1 670	0	3 421	1 407	0.08
Japon	13 147	3 553	0	9 594	2 326	0.05
Luxembourg	256	0	7	249	106	0.34
Norvège	2 786	2	68	2 716	1 029	0.35
Nouvelle-Zélande	274	0	11	263	70	0.07
Pays-Bas	5 115	324	94	4 697	1 658	0.27
Portugal	377	3	0	374	210	0.12
Royaume-Uni	10 767	3 525	0	7 242	2 705	0.01
Suède	3 362	53	143	3 166	1 101	0.31
Suisse	1 767	224	137	1 406	405	0.10
Total CAD	106 777	22 699	2 071	82 007	25 619	
Pays de l'UE	55 745	14 366				

Source: CAD, Annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*, tableaux 1A, 13 et 31, «APD des pays du CAD au pays les moins avancés».

^a Les pays qui dépassent l'objectif, recommandé par la CNUCED, d'une aide aux PMA atteignant au moins 0,15% de leur RNB sont désignés en gras.

Ci-dessous, les graphiques C.6 à C.9 ainsi que les tableaux C.8 à C.10 relèvent quelques caractéristiques de l'aide publique au développement versée par la Suisse.

Graphique C.6: Evolution de l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale de la Suisse, 1990-2006 (en millions de francs et en pourcentage du total)

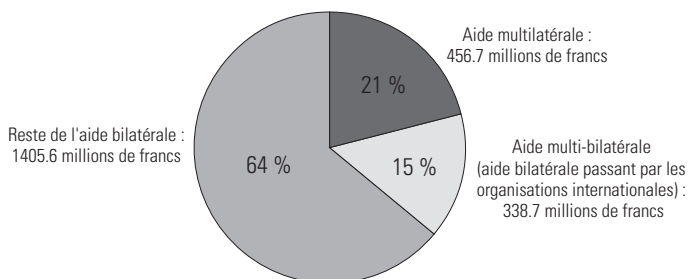


Source: Service statistique de la DDC.

* Chiffres provisoires.

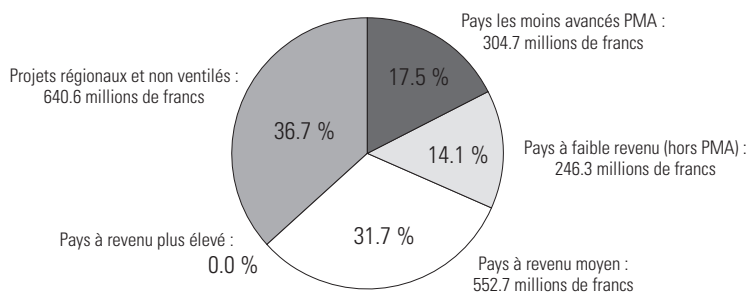
Les contributions générales de la Suisse aux organisations internationales sont comprises dans l'aide multilatérale (pot commun géré par l'organisation internationale). Une partie importante des contributions suisses passant par des organisations internationales est toutefois incluse dans l'aide bilatérale (contributions suisses à des programmes choisis par la Suisse). En 2005 sont comprises dans l'aide bilatérale les actions multi-bilatérales des organisations des Nations unies (125,1 millions de francs versés par le SECO et la DDC), certaines contributions aux institutions financières internationales (32,4 millions) et les contributions à d'autres organisations internationales telles que le CICR, le GCRAI ou l'UICN (181,2 millions). Avec l'aide multilatérale de 456,7 millions de francs en 2005, c'est donc au total 795,4 millions de francs d'aide suisse qui passent par les organisations internationales, soit 36% de l'APD totale.

Graphique C.7: Répartition de l'aide publique au développement de la Suisse entre l'aide bilatérale, l'aide multilatérale et l'aide multi-bilatérale, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableaux 1 et 3.

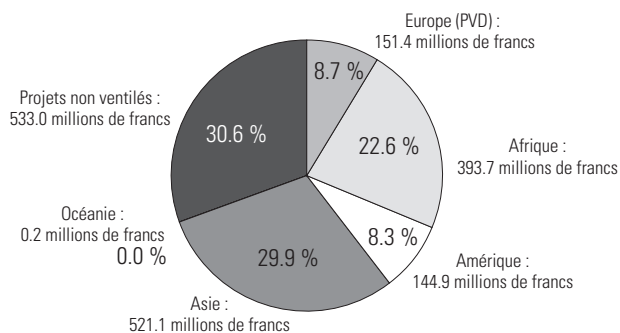
Graphique C.8: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par groupe de pays (en millions de francs et en pourcentage)



Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 4.

17,5% de l'aide bilatérale suisse se dirigent vers le groupe des pays les moins avancés (PMA), 14,1% vers les autres pays à faible revenu et 31,7% vers les pays à revenu moyen. Un tiers de l'aide (projets régionaux, aide passant par le CICR, etc.) ne peut être affecté par niveau de revenu des pays bénéficiaires.

Graphique C.9: Aide publique au développement bilatérale de la Suisse aux pays en développement, par continent, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)



Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 4.

Ce sont les pays du continent asiatique qui reçoivent la part la plus importante de l'aide bilatérale versée par la Suisse, soit près de 30% de l'aide bilatérale totale. Les pays du continent africain reçoivent 22,6% de l'aide, les pays en développement européens 8,7% et les pays du continent américain 8,3%. 31% de l'aide ne sont pas affectés par continent.

Tableau C.8: Principaux pays^a bénéficiaires de l'aide publique au développement bilatérale de la Suisse, 2005 (en millions de francs)

Pays	Pays prioritaires ^b	DDC			Total	SECO mesures économiques	DFAE/DDPS promo. paix	Di-vers ^c	Total APD bilatérale
		Coopéra-tion au dévelop.	Aide huma-nitaire	Contri-butions aux ONG					
Afrique									
Nigeria	désendettement	0.0		0.1	0.1	62.4		0.1	62.6
Mozambique	PP DDC, SECO	14.6	0.3	1.7	16.6	12.5	0.8	0.7	30.7
Tanzanie	PP DDC, SECO	16.7	0.5	1.3	18.5	10.6		0.3	29.4
Burkina Faso	PP DDC, SECO	13.3	0.4	1.6	15.3	9.7		0.9	25.9
Mali	PP DDC	12.9	0.4	1.7	14.9	0.3		0.9	16.1
Soudan	AH	0.5	13.1	0.1	13.7		1.9	0.5	16.0
Tchad	PP DDC	11.0	3.1	1.3	15.4		0.2	0.2	15.9
Ghana	SECO	0.1	0.2	0.4	0.7	14.6		0.0	15.3
Congo, Rép.	désendettement		0.2	0.0	0.2	14.5		0.1	14.8
Niger	PP DDC	11.2	1.4	1.0	13.6			0.8	14.4
Egypte	SECO	0.5		0.2	0.7	10.9	0.1	0.2	11.8
Bénin	PP DDC	8.6	0.2	1.5	10.3			0.6	10.8
Afrique du Sud	PS DDC, SECO	4.8	0.4	0.6	5.8	4.1		0.3	10.2
Congo, Rép. dém.		1.1	5.7	0.8	7.5		0.9	0.7	9.1
Madagascar	PS DDC	6.5	1.1	0.3	7.8			0.6	8.5
Rwanda	PS DDC	5.4	1.2	0.4	7.0			0.3	7.3
Angola		0.0	5.3	0.0	5.3		1.0	0.6	6.9
Burundi	PS DDC, AH	0.7	4.6	0.1	5.4		0.3	0.1	5.8
Amérique									
Bolivie	PP DDC, SECO	14.3	0.3	3.2	17.8	4.0		0.7	22.4
Pérou	PP DDC, SECO	11.6	2.6	1.8	16.0	2.4		0.6	19.0
Nicaragua	PP DDC, SECO	4.7	0.4	2.6	7.8	10.4		0.5	18.6
Colombie		0.3	5.2	2.5	8.0	1.0	1.8	1.1	11.9
Equateur	PP DDC	8.2	0.1	2.0	10.2			0.7	10.9
Cuba	PS DDC	2.0	4.8	0.0	6.9	0.8		0.4	8.0
Guatemala		0.1	1.8	1.5	3.4	1.7	0.7	0.7	6.4
Haïti		0.9	3.2	1.8	5.9			0.4	6.3
B Brésil		0.1	1.6	2.0	3.7	0.9		1.0	5.6
Asie									
Irak	désendettement	0.2	1.4		1.6	202.0	0.0	0.0	203.7
Inde	PP DDC	25.5	0.2	2.5	28.2	1.1		1.4	30.7
Indonésie	AH	1.3	12.3	1.2	14.8	4.2	4.5	1.1	24.6
Pakistan	PP DDC, AH	15.3	7.9	0.0	23.2			1.0	24.2
Vietnam	PP DDC, SECO	12.8	0.4	1.2	14.4	7.8	0.1	0.4	22.7
Afghanistan	PS DDC	8.7	11.5	0.3	20.5		1.3	0.2	22.0
Népal	PP DDC	17.2	0.8	0.7	18.6		1.2	0.1	19.9
Cisjordanie/Gaza	PS DDC, AH	10.0	7.0	0.3	17.3		1.3	0.1	18.7
Sri Lanka	AH	0.9	8.8	1.1	10.8		1.9	1.1	13.8
Bangladesh	PP DDC	11.6	0.1	1.2	12.8	0.0		0.5	13.3
Tadjikistan	DDC, SECO	5.0	0.4		5.4	6.7	0.3		12.4
Kirghize, Rép.	DDC, SECO	5.7			5.7	5.3	0.5	0.1	11.6
Ouzbékistan	DDC	2.5	0.0		2.6	5.5	0.1	0.0	8.2
Géorgie		0.8	5.2		6.0	0.5	0.8	0.0	7.3
Azerbaïdjan	SECO	0.6	1.9		2.5	4.4	0.1		7.0



Pays	Pays prioritaires ^b	DDC				SECO mesures économiques	DFAE/DDPS promo. paix	Divers ^c	Total APD bilatérale
		Coopération au dévelop.	Aide humanitaire	Contributions aux ONG	Total				
Chine		3.4	0.0	0.3	3.8	2.2	0.5	0.4	6.8
Bhoutan	PP DDC	5.4		1.0	6.4			0.0	6.4
Corée du Nord	PS DDC	4.5	0.7		5.2			0.1	5.3
Europe									
Serbie-et-Monténégro	DDC, SECO	13.2	1.5		14.7	8.5	32.0	4.7	59.9
Bosnie-Herzégovine	DDC, SECO	8.8	0.6		9.4	1.0	5.8	4.5	20.7
Ukraine	DDC, SECO	6.1	0.6		6.7	9.8	0.1	0.1	16.7
Albanie	DDC, SECO	5.8	0.0		5.9	5.8	0.1	0.1	11.9
Macédoine	DDC, SECO	6.1			6.1	4.4	1.1	0.0	11.6
Moldova	PS DDC	2.5	3.1		5.6	0.8	0.1	0.2	6.6
Total des pays ci-dessus		324.1	122.2	40.2	486.5	430.4	59.6	30.0	1006.7
Autres pays/projets régionaux		258.5	149.0	21.7	429.2	51.4	23.9	233.1	737.6
Total APD bilatérale		582.6	271.2	61.9	915.7	481.9	83.6	263.1	1744.3

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 5, « Contributions bilatérales ».

^a Il s'agit des 51 pays où l'APD bilatérale de la Suisse dépasse 5 millions de francs.

^b Abréviations utilisées dans cette colonne : PP DDC : pays prioritaires pour la coopération bilatérale ; PS DDC : programmes spéciaux de coopération ; AH : régions principales d'intervention de l'aide humanitaire ; SECO : pays prioritaires du SECO.

^c Divers : autres départements et offices fédéraux ainsi que cantons et communes

Tableau C.9: Aide des cantons suisses aux pays en développement, 2004-2005
(en milliers de francs)

Canton	2004	2005
Argovie	650	
Appenzell Rh.-Ext	92	108
Appenzell Rh.-Int.		25
Bâle-Campagne	1038	1178
Bâle-Ville	1572	1616
Berne	925	4180
Fribourg	451	510
Genève	10041	7903
Glaris		
Grisons	82	138
Jura	400	440
Lucerne	66	160
Neuchâtel	315	388
Nidwald	100	81
Obwald	61	62
Schaffhouse	90	195
Schwyz	83	65
Soleure	80	80
Saint-Gall	200	335
Tessin	428	240
Thurgovie	101	307
Uri	30	74
Valais	187	242
Vaud	1085	2581
Zoug	550	960
Zurich	2458	5160
Total	21084	27029

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 6.

**Tableau C.10: Aide des communes suisses^a aux pays en développement, 2004-2005
(en milliers de francs)**

Canton/commune	2004	2005	Canton/commune	2004	2005
Argovie	232	323	Neuchâtel	20	111
Wettingen	60	110	Ville de Neuchâtel		100
Aarau	80	80	Schaffhouse	64	75
Appenzell Rh.-Ext		10	Ville de Schaffhouse	58	55
Appenzell Rh.-Int.			Schwyz	46	21
Bâle-Campagne	269	345	Soleure	139	128
Binningen	78	75	Olten	77	70
Reinach	101	70	Saint-Gall	495	264
Bâle-Ville	241	200	Ville de Saint-Gall	185	160
Riehen	219	200	Kirchberg	170	
Berne	865	936	Rapperswil	84	
Ville de Berne	355	238	Tessin	50	64
Münsingen	174	160	Thurgovie	131	104
Ittigen		120	Frauenfeld	80	82
Saanen	51	63	Uri	2	10
Muri bei Bern	50	50	Valais	171	84
Fribourg	46	56	Brig-Glis	64	4
Genève	6376	6527	Sierre	50	
Ville de Genève	3443	3313	Vaud	400	358
Lancy	540	500	Lausanne	178	177
Carouge	413	370	Zoug	527	515
Plan-les-Quates		286	Ville de Zoug	317	274
Vernier	240	265	Baar	150	150
Cologny	149	259	Hünenberg	5	69
Grand-Saconnex	150	195	Zurich	2386	2243
Bernex	118	141	Zurich	944	800
Versoix	115	120	Küssnacht	312	240
Onex	93	103	Illnau-Effretikon	143	184
Veyrier	94	100	Winterthur	138	148
Thônex	92	92	Kloten	135	145
Chêne-Bourg	96	81	Maur	115	95
Vandœuvres	47	73	Opfikon		80
Anières	40	56	Herrliberg		76
Meyrin	384		Wädenswil	45	60
Grisons	41	60	Meilen	74	56
Jura	13	0	Wetzikon	37	51
Lucerne	152	62	Stäfa	100	
Ville de Lucerne	92		Uitikon	50	
Total				12666	12498

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 7.

^a Sont prises en compte les communes dont les versements dépassent 50 000 francs.

C.4.1. Aide aux pays de l'Est

La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est s'est progressivement déplacée pendant les années 1990 des pays d'Europe centrale (Pologne, Tchéquie, Hongrie et Slovaquie) et de la Baltique (Estonie, Lettonie et Lituanie) vers les Balkans et la CEI. Le tableau C.11 mentionne les versements de la DDC et du SECO au titre de la coopération bilatérale de 1996 à 2005.

Tableau C.11 : Aide bilatérale de la DDC et du SECO à l'Est, 1996-2005 (en millions de francs)

Pays	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Bénéficiaires APD										
Albanie	14.9	5.7	3.2	10.9	9.6	8.0	13.2	13.6	8.6	11.7
Arménie	—	—	—	—	0.0	1.9	2.5	1.6	2.0	1.2
Azerbaïdjan	—	—	0.9	0.8	0.8	1.1	8.3	3.4	5.3	5.9
Bosnie-Herzégovine	18.4	4.9	11.4	20.9	13.6	14.1	17.9	12.7	11.5	9.8
Croatie	—	—	0.1	0.5	1.1	1.4	0.7	0.6	0.4	0.2
Géorgie	0.9	1.2	0.3	0.7	1.0	1.3	2.4	3.1	3.9	1.3
Kazakhstan	—	—	—	0.0	0.2	0.0	0.1	0.3	0.0	1.1
Kirghize, Rép.	3.4	12.3	7.2	9.0	11.1	7.5	20.8	11.0	11.9	10.7
Kosovo	—	—	—	—	3.1	12.0	12.1	13.8	6.2	6.4
Macédoine (ERYM)	3.6	5.9	2.8	5.8	14.0	8.7	8.3	6.0	14.7	10.4
Moldova	2.5	0.1	1.4	1.3	1.1	0.2	0.3	0.2	0.6	3.3
Ouzbékistan	—	—	—	0.9	1.3	2.0	4.5	7.6	12.2	8.0
Serbie-et-Monténégro	—	—	—	3.4	30.5	30.9	12.7	9.8	15.9	15.4
Slovénie	—	—	—	—	—	0.0	0.0	—	—	—
Tadjikistan	—	5.3	1.9	0.6	6.9	9.4	6.5	17.2	20.5	11.7
Turkménistan	—	—	—	—	—	—	—	1.1	—	0.0
Ukraine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16.0
Caucase Sud	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.7
Asie centrale (régional)	—	—	—	0.3	—	3.3	10.4	5.6	6.4	6.2
Etats ex-Yougoslavie, non spécifié	—	—	—	2.2	3.0	0.5	0.0	0.2	0.4	—
Non ventilé ^a	6.9	8.6	4.0	13.6	13.6	19.4	20.0	14.8	17.1	27.7
Total APD	50.6	44.0	33.2	71.0	111.0	121.8	140.6	122.6	137.8	150.5
Bénéficiaires hors APD										
Belarus	6.1	1.3	0.3	0.2	0.0	0.4	0.1	0.0	—	—
Bulgarie	3.8	11.2	7.5	16.7	12.2	18.5	7.9	12.7	12.9	9.7
Estonie	—	5.1	4.1	0.0	0.0	0.0	—	0.0	0.0	0.0
Hongrie	6.1	2.9	13.9	0.0	7.8	7.7	0.0	0.0	0.0	0.0
Lettonie	0.4	3.3	4.8	4.0	1.5	1.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Lituanie	0.5	3.3	2.1	—	—	—	0.1	0.5	0.0	0.0
Pologne	16.9	3.4	1.5	0.2	0.1	0.6	0.0	0.0	0.0	0.1
Roumanie	5.0	10.1	10.7	12.2	16.1	7.1	6.6	19.6	10.5	8.3
Russie	21.0	17.3	16.5	12.4	9.1	8.7	11.3	11.0	10.1	9.5
Slovaque, Rép.	1.4	1.0	5.1	5.2	2.7	0.0	0.1	0.7	1.6	0.0
Slovénie	0.9	0.1	—	—	—	—	—	0.0	0.0	0.0
Tchèque, Rép.	4.2	4.8	1.3	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Ukraine	3.6	12.3	9.6	8.0	14.0	2.7	5.4	6.6	6.3	—
CEI	1.6	2.5	13.8	—	—	—	0.9	1.2	1.0	2.3
Europe centrale (régional)	20.5	14.1	11.6	0.1	0.0	—	—	—	—	0.3
PECO/NEI ^b , non ventilé ^a	6.3	1.5	0.8	34.5	21.7	32.2	20.0	23.3	23.2	7.9
Total hors APD	98.3	94.2	103.6	93.7	85.6	79.1	52.5	75.9	65.8	38.2
Total	148.9	138.2	136.8	164.7	196.6	200.9	193.1	198.5	203.6	188.7

Source : Service statistique de la DDC, base de données pour les données 1999-2005 et rapports annuels pour les données antérieures.

Remarque : des révisions ont été apportées par le SECO aux chiffres de 1996-1997 et 2005.

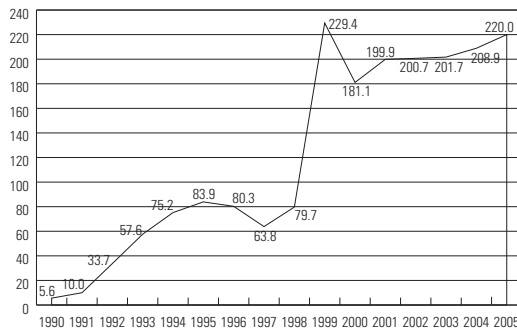
^a Non ventilé par pays, y compris frais administratifs.

^b Pays de l'Europe centrale et orientale et Nouveaux Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique.

□ Historique de quinze ans de coopération avec les pays de l'Est

Les graphiques suivants montrent l'évolution de quinze ans de coopération avec les pays de l'Est. Alors que le tableau C.11 contient les données sur l'aide bilatérale fournie par le SECO et la DDC, ces graphiques comprennent l'aide totale, y compris l'aide multilatérale et l'aide fournie par d'autres offices et départements de la Confédération ainsi que les contributions des cantons et communes. C'est la région de l'Europe du Sud-Est qui a reçu le plus d'aide, notamment la Bosnie-Herzégovine, la Serbie-et-Monténégro et l'Albanie. Les pays d'Europe centrale ont été soutenus dans leur phase de transition, surtout de 1992 à 1998. Parmi les pays d'Asie centrale, la coopération suisse s'est concentrée sur la République kirghize et le Tadjikistan. En Europe de l'Est, elle s'est concentrée sur la Roumanie, la Russie, la Bulgarie et l'Ukraine. Dans le Caucase, la Suisse soutient des projets en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Plus de la moitié de l'aide (relativement modeste) aux Pays baltes s'est concentrée sur la Lettonie.

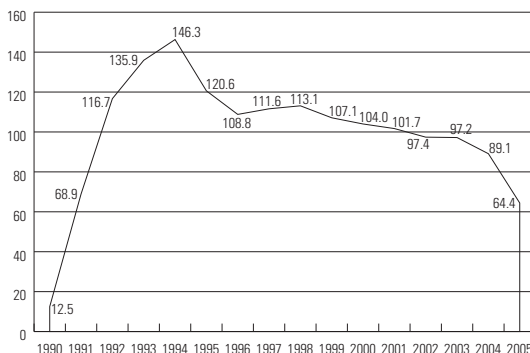
Graphique C.10: Aide publique de la Suisse aux pays de l'Est appartenant au groupe des pays en développement^a, comprise dans l'APD, 1990-2005 (en millions de francs)



Source : DDC et IUED, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, éditions 1990 à 2005.

^a Les pays de l'Est compris dans le groupe des pays en développement (PED) sont l'Albanie, la Bosnie, la Croatie, la Macédoine, la Serbie-et-Monténégro, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Belarus, la Moldova, l'Ukraine, le Kazakhstan, la République kirghize, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Graphique C.11: Aide publique de la Suisse aux pays de l'Est en transition^a, comprise dans l'AP, 1990-2005 (en millions de francs)



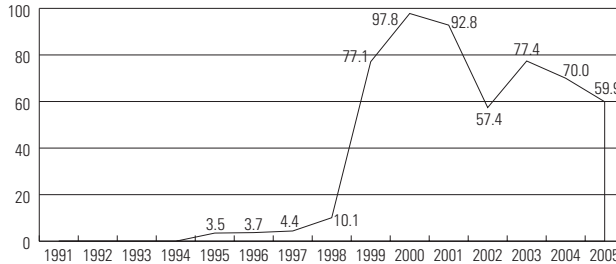
Source : DDC et IUED, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition*, éditions 1990 à 2005.

^a Les pays de l'Est en transition (compris dans l'agrégat d'aide publique [AP]) sont la Slovénie, la Russie, la Bulgarie, la Roumanie, les Pays baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie), la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque.

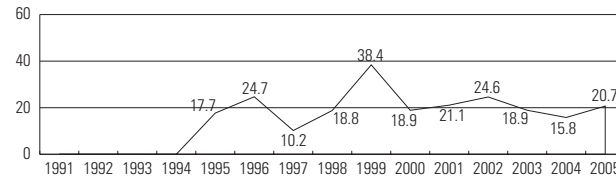
Les graphiques C.10 et C.11 montrent les changements de priorité dans l'aide de la Suisse aux pays de l'Est. Destinée dans un premier temps principalement aux pays d'Europe centrale et orientale pour soutenir leur transition vers l'économie de marché, l'aide s'est concentrée ensuite sur les pays de l'Europe du Sud-Est (Etats de l'ex-Yougoslavie et Albanie) ainsi que, dans une moindre mesure, sur les pays d'Asie centrale.

Graphiques C.12, C.13, C.14, C.15 et C.16 : Aide publique bilatérale de la Suisse aux Balkans comprise dans l'APD, 1991-2005 (en millions de francs)

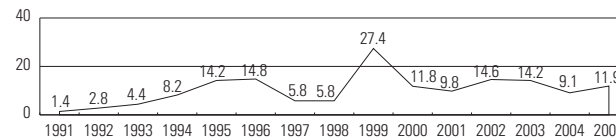
Graphique C.12: Serbie-et-Monténégro



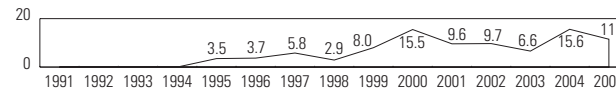
Graphique C.13: Bosnie-Herzégovine



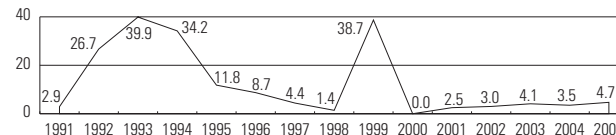
Graphique C.14: Albanie



Graphique C.15: Macédoine

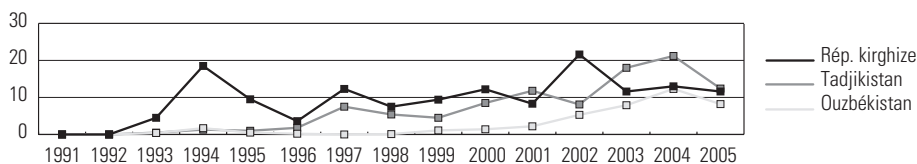


Graphique C.16: Divers Etats d'ex-Yougoslavie, Biélorussie, Turkménistan et Kazakhstan



Source des graphiques C.12, C.13, C.14, C.15 et C.16 : DDC et IUED, Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, éditions 1991 à 2005.

Graphique C.17: Aide publique bilatérale de la Suisse à la République kirghize, à l'Ouzbékistan et au Tadjikistan (Asie centrale), comprise dans l'APD, 1991-2005 (en millions de francs)



Source: Service statistique de la DDC.

C.5. Aide des organisations non gouvernementales (ONG)

Les données sur l'aide privée des ONG suisses concernent les montants des ONG financés par leurs fonds propres (cotisations et dons de membres, produits de campagnes de récoltes de fonds, autofinancement, produits des ventes). Outre les 413,6 millions de francs de fonds privés des ONG affectés à des projets dans les pays en développement, les ONG ont aussi obtenu des contributions de la Confédération, des cantons et communes pour la gestion des projets. Le montant de 413,6 millions de francs mentionné dans le tableau C.12 ne correspond ainsi pas au «chiffre d'affaires» total des ONG, car il ne comprend pas les éléments suivants :

- ❑ les projets gérés par les ONG financés grâce à des contributions publiques ;
- ❑ les dépenses des ONG pour les projets d'aide en Suisse ;
- ❑ les dépenses pour les activités de sensibilisation et d'éducation au développement en Suisse ;
- ❑ les dépenses administratives générales des secrétariats en Suisse ;
- ❑ les frais de marketing, les frais de communication institutionnelle (informations aux membres sur les projets réalisés) et les frais liés aux campagnes de collecte de fonds.

Le tableau C.12 recense les dons privés des principales ONG suisses. Il existe en Suisse quelques grandes ONG et une multitude de petites organisations. Les 37 plus grandes ONG se partagent 82,4 % des fonds privés pour des projets.

**Tableau C.12: Aide privée des principales ONG suisses^a aux pays en développement, 2005
(en milliers de francs, en pourcentage et en pourcentage cumulé)**

Organisation		En % du total	% cumulé
Caritas – Suisse	43842	10.6	10.6
MSF (Médecins sans frontières)	43348	10.5	21.1
Fondation Hôpital Kantha Bopha Cambodge	31247	7.6	28.6
Croix-Rouge suisse (CRS/SRK)	28040	6.8	35.4
Entraide protestante (EPER/HEKS)	24183	5.8	41.3
Fondation Terre des hommes Lausanne	21021	5.1	46.3
World Vision Schweiz	19782	4.8	51.1
Schweiz. Freunde der SOS Kinderdörfer	13811	3.3	54.5
Helvetas	10630	2.6	57.0
Comité suisse pour l'UNICEF	10575	2.6	59.6
Kinderhilfe Bethlehem	9258	2.2	61.8
Action de carême – Fastenopfer	7241	1.8	63.6
Bethlehem Mission Immensee	5794	1.4	65.0
OSEO/SAH	5140	1.2	66.2
Terre des Hommes CH Genève	4017	1.0	67.2
Stif. Kinderdorf Pestalozzi	3836	0.9	68.1
Benediktiner Uznach	3552	0.9	69.0
Mission 21	3236	0.8	69.8
WWF Suisse	3172	0.8	70.5
Fondation Pro Victimis	2955	0.7	71.2
MFM Stiftung Äthiopienhilfe	2950	0.7	72.0
Vereinigung Don Bosco Werk	2941	0.7	72.7
Agence adventiste d'aide et de développement (ADRA)	2893	0.7	73.4
Nouvelle Planète	2868	0.7	74.1
ROKPA International	2792	0.7	74.7
Christoffel Blindenmission	2767	0.7	75.4
Solidarmed	2753	0.7	76.1
Armée du Salut – Heilsarmee	2700	0.7	76.7
Swisscontact	2688	0.6	77.4
Verein Kinderheim Selam	2563	0.6	78.0
Swissaid	2406	0.6	78.6
KASA	2351	0.6	79.1
Handicap International	2332	0.6	79.7
Weltkinderdörfer der Schwester Maria	2310	0.6	80.3
Mission am Nil	2236	0.5	80.8
Limmat Stiftung	2228	0.5	81.4
Seraphisches Liebeswerk	2159	0.5	82.4
Total des 37 organisations ci dessus	340845	82.4	
215 autres organisations	72749	18.1	
Total	413594	100.0	

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistiques 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 8.

^a Sont prises en compte les ONG dont les fonds propres dépassent 2 millions de francs.

Le tableau C.13 permet de comparer, pour l'année 2005, les pays qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide publique bilatérale de la Confédération et ceux qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide privée des ONG. Les classements diffèrent peu. Parmi les 30 pays qui ont reçu les versements d'APD les plus élevés, 19 figurent aussi dans la liste des principaux bénéficiaires de l'aide des ONG. La liste des principaux pays bénéficiaires de l'aide bilatérale de la Suisse est en principe assez stable d'une année à l'autre. Deux facteurs expliquent cependant des changements importants dans la liste entre 2004 et 2005 :

premièrement, suite aux mesures de désendettement, trois pays (Irak, Nigeria et République du Congo) apparaissent plus haut dans la liste des pays prioritaires de l'aide bilatérale de la Confédération; deuxièmement, suite au volume important de l'aide fournie – surtout par les ONG – après le tsunami dans l'océan Indien, des pays de la région (Sri Lanka et Indonésie) remontent plus haut dans les listes des pays prioritaires, surtout dans celle des pays prioritaires de l'aide des ONG.

Tableau C.13: Les 30 principaux pays bénéficiaires de l'aide privée des ONG suisses et de l'aide publique au développement bilatérale de la Suisse, 2005 (en millions de francs et en pourcentage)

Aide privée des ONG (fonds propres)			Aide publique bilatérale de la Confédération		
Pays ^a	mio. fr.	% du total	Pays ^a	mio. fr.	% du total
1. Cambodge	32.9	7.9	1. Irak	203.7	11.7
2. Inde	31.9	7.7	2. Nigeria	62.5	3.6
3. Sri Lanka	24.1	5.8	3. Serbie-et-Monténégro	59.9	3.4
4. Indonésie	16.3	4.0	4. Inde	30.7	1.8
5. Soudan	14.7	3.6	5. Mozambique	30.7	1.8
6. Niger	13.0	3.1	6. Tanzanie	29.4	1.7
7. Ethiopie	12.6	3.0	7. Burkina Faso	25.9	1.5
8. Zones admin. palestinienne	11.3	2.7	8. Indonésie	24.6	1.4
9. Tanzanie	8.6	2.1	9. Pakistan	24.2	1.4
10. Congo, Rép. dém.	8.5	2.1	10. Vietnam	22.7	1.3
11. Brésil	8.5	2.0	11. Bolivie	22.4	1.3
12. Bosnie-Herzégovine	7.5	1.8	12. Afghanistan	22.0	1.3
13. Pakistan	7.5	1.8	13. Bosnie-Herzégovine	20.7	1.2
14. Serbie-et-Monténégro	7.2	1.7	14. Népal	19.9	1.1
15. Mozambique	6.7	1.6	15. Pérou	19.0	1.1
16. Bolivie	6.5	1.6	16. Zones admin. palestinienne	18.7	1.1
17. Cameroun	6.4	1.5	17. Nicaragua	18.6	1.1
18. Colombie	6.2	1.5	18. Ukraine	16.8	1.0
19. Iran	6.1	1.5	19. Mali	16.2	0.9
20. Guatemala	5.9	1.4	20. Soudan	16.1	0.9
21. Philippines	5.6	1.4	21. Tchad	15.9	0.9
22. Haïti	5.3	1.3	22. Ghana	15.3	0.9
23. Mali	5.0	1.2	23. Congo, Rép.	14.8	0.8
24. Vietnam	5.0	1.2	24. Niger	14.4	0.8
25. Pérou	4.6	1.1	25. Sri Lanka	13.8	0.8
26. Kenya	3.8	0.9	26. Bangladesh	13.3	0.8
27. Bangladesh	3.8	0.9	27. Tadjikistan	12.4	0.7
28. Népal	3.8	0.9	28. Colombie	11.9	0.7
29. Burkina Faso	3.7	0.9	29. Egypte	11.9	0.7
30. Ouganda	3.6	0.9	30. Kirghize, Rép.	11.6	0.7
Total des pays ci-dessus	286.4	69.2	Total des pays ci-dessus	840.1	48.2
Autres pays	127.2	30.8	Autres pays	904.2	51.8
Total de l'aide des ONG	413.6	100.0	Total de l'aide bilatérale	1744.3	100.0

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement. Statistique 2005*, Berne, DDC, 2007, tableau 5.

^a Les 17 pays désignés en gras se retrouvent dans les deux listes de pays prioritaires.